



Revue des comptes économiques des provinces et des territoires



Estimations préliminaires 2005



Statistique
Canada

Statistics
Canada

Canada

Signes conventionnels

Les signes conventionnels suivants sont employés uniformément dans les publications de Statistique Canada:

- . indisponible pour toute période de référence
- .. indisponible pour une période de référence précise
- ... n'ayant pas lieu de figurer
- 0** zéro absolu ou valeur arrondie à zéro
- 0^s** valeur arrondie à 0 (zéro) là où il y a une distinction importante entre le zéro absolu et la valeur arrondie
- p provisoire
- r révisé
- x confidentiel en vertu des dispositions de la Loi sur la statistique
- E à utiliser avec prudence
- F trop peu fiable pour être publié

Comment obtenir d'autres renseignements

Toute demande de renseignements au sujet du présent produit ou au sujet de statistiques ou de services connexes doit être adressée à notre agent d'information aux (613) 951-3640; iead-info-dcrd@statcan.ca.

Pour obtenir des renseignements sur l'ensemble des données de Statistique Canada qui sont disponibles, veuillez composer l'un des numéros sans frais suivants. Vous pouvez également communiquer avec nous par courriel ou visiter notre site Web.

Service national de renseignements	1 800 263-1136
Service national d'appareils de télécommunications pour les malentendants	1 800 363-7629
Renseignements concernant le Programme des bibliothèques de dépôt	1 800 700-1033
Télécopieur pour le Programme des bibliothèques de dépôt	1 800 889-9734
Renseignements par courriel	infostats@statcan.ca
Site Web	www.statcan.ca

Renseignements sur les commandes et les abonnements

Le produit n° 13-016-XIF au catalogue est gratuit sur Internet. Les utilisateurs sont priés de se rendre à http://www.statcan.ca/francais/freepub/13-016-XIF/free_f.htm.

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois, et ce, dans la langue officielle de leur choix. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle qui doivent être observées par les employés lorsqu'ils offrent des services à la clientèle. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1 800 263 1136. Les normes de services à la clientèle sont aussi publiées sur www.statcan.ca sous À propos de Statistique Canada > Offrir des services aux Canadiens.



Statistique Canada
Système de comptabilité nationale

Revue des comptes économiques des provinces et des territoires

Estimations préliminaires 2005

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2006

Tous droits réservés. Le contenu de la présente publication électronique peut être reproduit en tout ou en partie, et par quelque moyen que ce soit, sans autre permission de Statistique Canada, sous réserve que la reproduction soit effectuée uniquement à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé destiné aux journaux et/ou à des fins non commerciales. Statistique Canada doit être cité comme suit : Source (ou « Adapté de », s'il y a lieu) : Statistique Canada, année de publication, nom du produit, numéro au catalogue, volume et numéro, période de référence et page(s). Autrement, il est interdit de reproduire le contenu de la présente publication, ou de l'emmagasiner dans un système d'extraction, ou de le transmettre sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, reproduction électronique, mécanique, photographique, pour quelque fin que ce soit, sans l'autorisation écrite préalable des Services d'octroi de licences, Division des services à la clientèle, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Avril 2006

N° 13-016-XIF au catalogue, vol. 2, no 1

Périodicité : semestriel
ISSN 1715-071X

Ottawa

This publication is available in English upon request (Catalogue no. 13-016-XIE).

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises, les administrations canadiennes et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

Produits et services connexes

PIB provinciaux en termes de revenus et de dépenses

Tableaux et document analytique	
Comptes économiques provinciaux	13-213-PPB
Chiffriers	13-213-DDB, 13-213-XDB
Tableaux CANSIM	384-0001, 384-0002, 384-0004 à 384-0013, et 384-0036

PIB provinciaux par industrie

Tableaux CANSIM	379-0025, 379-0026
-----------------	--------------------

Productivité du travail, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'oeuvre

Tableaux CANSIM	383-0008 à 383-0015
Publication:	
Croissance de la productivité au Canada	15-204-XIF
Comptes canadiens de productivité - données	15-003-XIF

Comptes économiques canadiens

Publications:	
Revue trimestrielle des comptes économiques canadiens	13-010-XIF
Les nouveautés en matière des comptes économiques canadiens	13-605-XIF

PIB nationaux en termes de revenus et de dépenses

Tableaux CANSIM	380-0001 à 380-0017, 380-0019 à 380-0035, 380-0037, 380-0056 à 380-0058, 382-0006.
Publication:	
Comptes nationaux des revenus et dépenses	13-001-XIB
Tableaux et document analytique:	
Comptes des revenus et dépenses	13-001-PPB
Estimations du revenu du travail	13F0016XPB
Chiffriers	13-001-DDB, 13F0016DDB, 13-001-XDB, 13F0016XDB

PIB nationaux par industrie

Tableaux CANSIM	379-0017 à 379-0022
Publication:	
Produit intérieur brut par industrie	15-001-XIF

Tableaux des matières

Aperçu	4
Faits saillants par province	7
Terre-Neuve-et-Labrador	7
Île-du-Prince-Édouard	9
Nouvelle-Écosse	10
Nouveau-Brunswick	11
Québec	12
Ontario	14
Manitoba	15
Saskatchewan	16
Alberta	17
Colombie-Britannique	19
Yukon	20
Territoires du Nord-Ouest	21
Nunavut	22
À propos de cette publication	37
Politique de révision	37
Révisions dans cette édition	37

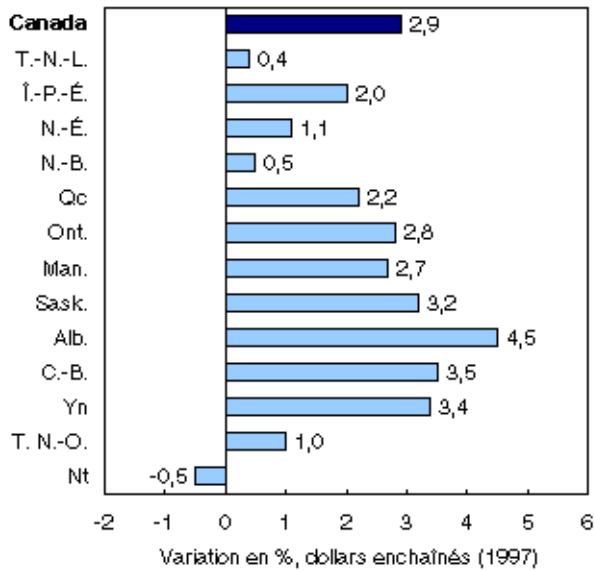
Aperçu

Estimations préliminaires 2005

L'activité économique dans les provinces les plus à l'ouest du pays a dépassé la moyenne nationale de 2,9 % pour la deuxième année d'affilée en 2005, l'Alberta, une province riche en pétrole, venant en tête.

Produit intérieur brut réel, 2005

Produit intérieur brut réel, 2005



Par ailleurs, l'est et le centre du Canada ont dû faire face aux coûts croissants du carburant et à l'augmentation de la concurrence étrangère, les prix de l'énergie ayant donné le ton à la croissance du produit intérieur brut (PIB) dans les provinces et les territoires.

Les augmentations du prix du pétrole tout au long de 2004 et de 2005 ont été profitables pour l'économie de l'Alberta, qui a progressé de 4,5 %, ce qui représente de loin la hausse la plus élevée parmi toutes les provinces.

La Colombie-Britannique et la Saskatchewan ont suivi de près, affichant respectivement des hausses de 3,5 % et de 3,2 %. Toutefois, dans les deux cas, la croissance a été inférieure à celle enregistrée en 2004. C'est le Manitoba qui est venu au dernier rang des provinces de l'ouest, avec une hausse de 2,7 %, alimentée par les exportations d'électricité.

La montée en flèche des prix de l'énergie qui a fait suite à l'ouragan Katrina a stimulé la croissance des bénéfices

des sociétés dans le secteur pétrolier, ce qui a amené une hausse de l'investissement. L'essor énergétique s'est aussi accompagné d'une appréciation de la devise canadienne qui, conjuguée à l'augmentation de la concurrence internationale, a eu un effet modérateur sur la production et les exportations du secteur de la fabrication.

La vigueur persistante du revenu personnel disponible et les faibles taux d'intérêt ont soutenu les activités dans le secteur de la construction résidentielle partout au pays et les dépenses de consommation ont augmenté de 4,0 %.

Dans l'ensemble du pays, les hausses ont été attribuables à l'investissement, au commerce et aux services financiers. La production de services a dépassé la production de biens, soit l'inverse de ce qui s'est produit en 2004, alors que la production de biens dominait.

Tableau 1 Croissance du produit intérieur brut réel, dollars enchaînés (1997)

	2002	2003	2004	2005
	variation en %			
Terre-Neuve-et-Labrador	16,4	6,2	-1,4	0,4
Île-du-Prince-Édouard	5,8	1,5	1,8	2,0
Nouvelle-Écosse	4,2	0,9	1,4	1,1
Nouveau-Brunswick	4,4	1,7	2,0	0,5
Québec	2,7	2,1	2,3	2,2
Ontario	3,2	1,6	2,7	2,8
Manitoba	1,9	1,8	2,3	2,7
Saskatchewan	-0,2	3,8	3,4	3,2
Alberta	2,5	3,1	4,3	4,5
Colombie-Britannique	3,5	2,7	4,0	3,5
Yukon	0,3	0,0	3,5	3,4
Territoires du Nord-Ouest	6,8	16,8	5,2	1,0
Nunavut	6,4	-4,8	0,5	-0,5
Canada	3,1	2,0	2,9	2,9

L'Ouest : les prix du pétrole alimentent la croissance économique

La croissance économique en Alberta a été supérieure à la moyenne canadienne pour la troisième année consécutive. La montée en flèche des prix du pétrole en 2005 a entraîné des hausses considérables des bénéfices des sociétés ainsi qu'une intensification de l'investissement des entreprises et des dépenses personnelles.

Affichant un taux de chômage de 3,9 %, l'Alberta a démontré sa vigueur dans tous les secteurs de l'économie. La province a été confrontée aux demandes imposées à ses infrastructures en raison de la hausse de la migration interprovinciale.

La fabrication a progressé de 8,9 %, ayant fourni des machines, des tubes et des tuyaux en acier ainsi que des bâtiments temporaires au secteur pétrolier en effervescence dans le nord de l'Alberta. Le niveau d'emploi plus élevé a contribué au raffermissement du revenu du travail, et les dépenses de consommation ont progressé. Les nouveaux propriétaires de maisons ont profité du fait que leurs portefeuilles étaient bien remplis pour acheter des meubles et des véhicules automobiles neufs.

Ironiquement, malgré la hausse des prix, la production de pétrole a décliné en 2005. L'activité dans le secteur des sables bitumineux du nord de l'Alberta a été ralentie par des difficultés de production au début de l'année. Toutefois, l'investissement s'est poursuivi, et la province n'a pas encore ressenti toutes les répercussions de l'expansion de la production de pétrole brut synthétique.

L'économie de la Saskatchewan a dépassé la moyenne canadienne pour une troisième année consécutive. Toutefois, la croissance de 3,2 % observée en 2005 était légèrement inférieure à celle de 3,4 % enregistrée en 2004. La vigueur des prix de l'énergie a entraîné des bénéfices élevés pour les sociétés des secteurs miniers et de la fabrication. Les activités du secteur de la fabrication ont progressé de façon notable, l'essor s'étant concentré dans les produits en bois et les produits métalliques, en réponse aux besoins dans les domaines de la construction et de l'exploration pétrolière.

Dans le secteur minier, la production de potasse a dépassé celle de 2004, et la demande internationale a alimenté la production d'uranium. Comme en Alberta, l'extraction de pétrole brut a diminué légèrement, les producteurs d'énergie ayant accentué leurs efforts à fin de trouver de nouvelles sources de pétrole.

Une troisième augmentation consécutive à deux chiffres de la production agricole n'a pas été suffisante pour relever le revenu des agriculteurs, alors qu'une saison de récolte pluvieuse a nuit à la qualité du blé et a entraîné une baisse des prix.

L'économie du Manitoba a connu une croissance de 2,7 %, en une hausse par rapport à celle de 2,3 % enregistrée en 2004. Les exportations d'électricité ont fait un bond, les niveaux de l'eau dans le nord du Manitoba ayant contribué à la production hydroélectrique. Le Manitoba enregistre le deuxième taux le plus bas de chômage au pays, ce qui, combiné à la vigueur du revenu du travail et au maintien des faibles taux d'intérêt, a favorisé la construction résidentielle et les dépenses personnelles.

La production agricole a connu une baisse marquée, les agriculteurs ayant souffert des mauvaises conditions climatiques. Toutefois, les producteurs de bétail ont profité de la réouverture des marchés d'exportation du bœuf canadien.

En Colombie-Britannique, une baisse marquée du taux de chômage et la vigueur du revenu du travail ont stimulé la construction résidentielle. Les acheteurs de maisons ont ainsi fait l'acquisition de meubles, ce qui a rehaussé les dépenses en biens durables. L'essor de la construction résidentielle a aussi profité aux banquiers, aux avocats et aux agents immobiliers. Les dépenses des administrations publiques ont augmenté en parallèle avec les besoins d'infrastructures liés à au parc de logements neufs.

La production forestière a augmenté de façon modérée, toutefois les exportations de bois d'œuvre ont souffert de la hausse de la valeur du dollar canadien. Pour leur part, les exportations de gaz naturel et d'électricité ont augmenté considérablement. Dans l'ensemble, la production de biens a dépassé la production de services pour une troisième année consécutive.

Provinces de l'Atlantique : la croissance s'accélère à l'Île-du-Prince-Édouard

C'est l'économie de l'Île-du-Prince-Édouard qui a dominé dans les provinces de l'Atlantique en 2005, avec une croissance de 2,0 %, légèrement en hausse par rapport à celle de 1,8 % enregistrée en 2004. La vigueur du revenu du travail, les faibles taux d'intérêt et le maintien de la stabilité d'emploi ont entraîné une augmentation des dépenses personnelles en biens durables ainsi que de l'investissement des entreprises en machines et matériel. La production du secteur de la fabrication a progressé, en dépit des récoltes plus faibles de pommes de terre et d'une pêche au homard moins fructueuse.

La production économique de la Nouvelle-Écosse a augmenté de 1,1 %, soit une hausse légèrement inférieure à celle de 1,4 % enregistrée en 2004. Les dépenses des administrations publiques ont progressé de 3,5 %, la production dans les hôpitaux et les universités ayant repris, après les restrictions imposées l'année précédente. Le revenu du travail a fait un bond de 5,2 % et le commerce de détail a profité d'une augmentation de 2,2 % des ventes de véhicules automobiles neufs. La production de biens a tiré de l'arrière par rapport à la production de services, et les exportations ont légèrement décliné.

L'économie de Terre-Neuve-et-Labrador a repris, à la suite des grèves qui ont touché le secteur public en 2004, affichant une hausse légère de 0,4 % en 2005. Les ressources naturelles ont continué de jouer un rôle important dans l'économie de la province, la mine de nickel de Voisey's Bay et le champ pétrolier White Rose étant entrés en production à la fin de l'année. La production pétrolière d'Hibernia et celle de Terra Nova ont décliné encore une fois en 2005, en raison de problèmes de matériel, et les exportations globales ont baissé légèrement pour une deuxième année consécutive.

L'économie du Nouveau-Brunswick a progressé de 0,5 % en 2005, soit un rythme bien inférieur à celui enregistré en 2004. L'investissement des entreprises a progressé plus

rapidement que celui des administrations publiques et a servi à répondre à la demande de logements, de bureaux et de locaux de vente au détail. L'activité du secteur de la fabrication a diminué, du fait de la réduction de la production de papier et d'aliments. Les consommateurs ont profité du maintien des faibles taux d'intérêt et de la vigueur du revenu du travail, les dépenses personnelles ayant suivi la progression économique de 2004.

La vigueur des marchés du travail à l'origine de la performance du centre du Canada

La production économique en Ontario a progressé de 2,8 % en 2005, soit légèrement plus faible que la moyenne canadienne et ce, pour une troisième année consécutive. L'appréciation de la devise canadienne et l'augmentation de la concurrence étrangère ont ralenti la croissance des exportations par rapport au rythme vertigineux atteint en 2004. Toutefois, l'important secteur de l'automobile est demeuré vigoureux, en raison d'une demande soutenue à l'exportation pour les véhicules automobiles et les camions lourds fabriqués en Ontario.

Les gains au chapitre de l'emploi dans les industries de services ont compensé les pertes d'emploi dans certaines industries du secteur de la fabrication. Le taux de chômage a diminué pour la troisième année consécutive. La vigueur du revenu du travail et les faibles taux d'intérêt ont alimenté les dépenses personnelles.

Au Québec, la production de biens a été inférieure à la production de services. La production économique a progressé de 2,2 %, un taux légèrement inférieur à celui enregistré en 2004. L'industrie aérospatiale a été le facteur principal à l'origine de l'activité du secteur de la fabrication, grâce à l'intérêt renouvelé au niveau mondial pour les voyages en avion. La production d'aluminium a connu un essor en raison de l'augmentation de la capacité. Les fabricants de matériel électronique ont aussi fait des progrès, mais la hausse de la devise canadienne et une plus forte concurrence étrangère ont entraîné des baisses dans une grande partie du secteur de la fabrication.

La construction résidentielle a diminué, mais est demeurée supérieure de 50 % à celle observée il y a cinq ans. Les dépenses personnelles sont demeurées vigoureuses, les articles coûteux, comme les véhicules automobiles et les appareils ménagers, ayant été responsables de la presque totalité de la hausse.

Territoires : le Yukon mène la marche encore une fois

La production économique du Yukon a augmenté de 3,4 % l'an dernier, soit un taux de croissance légèrement inférieur à celui de 3,5 % enregistré en 2004. Le Centre des Jeux du Canada a été à l'origine de la remontée de l'investissement des entreprises. Le marché du travail serré a contribué à la hausse du revenu personnel, qui a entraîné des augmentations des dépenses personnelles et de la demande de logement. Le tourisme a progressé, les services d'hébergement et le transport aérien en ayant tiré des bénéfices.

Dans les Territoires du Nord-Ouest, la production économique n'a augmenté que de 1,0 %, soit la hausse la plus faible depuis 1999. Les opérations minières ayant presque atteint leur pleine capacité dans les mines de diamants des T.N.-O., la construction d'une nouvelle mine à Snap Lake est devenue le nouveau moteur de la croissance. Les camionneurs et les compagnies aériennes ont profité des activités de construction, et la croissance du revenu du travail est demeurée forte en 2005.

L'économie du Nunavut a connu une baisse légère de 0,5 % en 2005. L'activité minière et les exportations de minerais ont connu un recul, en raison de la fermeture d'une autre mine, cependant le développement de l'emplacement de la mine Jericho est de bon augure pour l'avenir. La fin de plusieurs projets de construction d'édifices publics a entraîné une augmentation des services des différents paliers d'administration, mais aussi une certaine léthargie dans les activités de construction.

Note aux lecteurs

Les comptes des statistiques sur le travail seront diffusés à une date ultérieure.

Faits saillants par province

Estimations préliminaires 2005

Terre-Neuve-et-Labrador

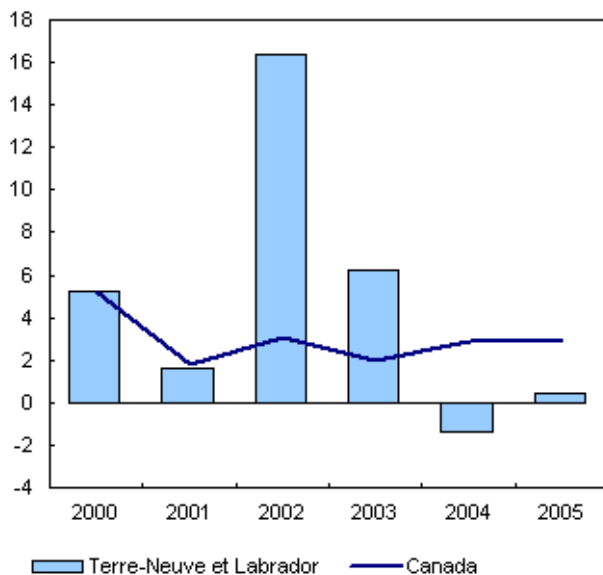
La production minière bondit

L'économie de Terre-Neuve-et-Labrador a progressé de 0,4 % en 2005. Il s'agit d'une hausse de beaucoup inférieure à la moyenne canadienne, mais elle représente une amélioration par rapport à la baisse de 1,4 % enregistrée l'an dernier.

Des problèmes de production ont continué d'affecter l'industrie pétrolière et gazière de Terre-Neuve-et-Labrador en 2005. La production du secteur pétrolier et gazier a diminué, la production de pétrole ayant baissé dans les champs pétroliers Hibernia et Terra Nova. La baisse a été légèrement atténuée par le lancement de la production de la nouvelle plate-forme White Rose en octobre. Le prix élevé du pétrole a entraîné des bénéfices importants pour les sociétés, qui ont maintenant plus que triplé par rapport aux niveaux de 2001.

Taux de croissance PIB - Terre-Neuve-et-Labrador

Variation en %, dollars enchaînés (1997)

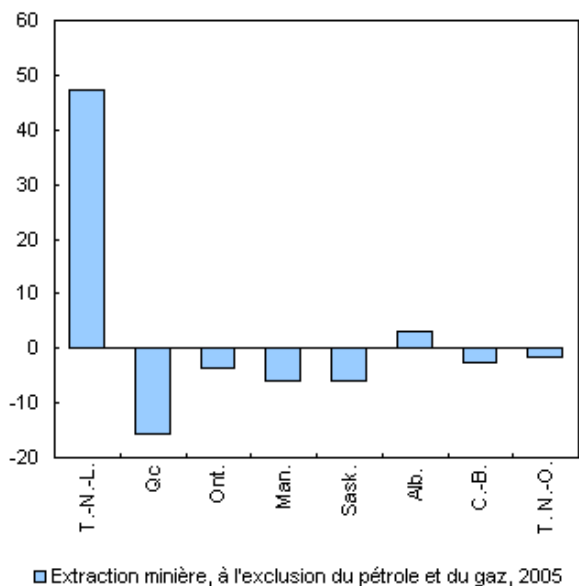


Après deux années de croissance solide, les investissements ont fait une pause en 2005. L'investissement total des entreprises a diminué de 0,1 %, celui dans les machines et matériel étant revenu à des niveaux plus normaux après la vigueur enregistrée en 2004, avec les investissements importants de deux mégaprojets, la plate-forme flottante et de transbordement White Rose et le projet minier de Voisey's Bay. L'étape de la construction ces deux projets a pris fin en 2005.

EN PERSPECTIVE...

Production du secteur minier

Variation en %, dollars enchaînés (1997)



La production des mines de fer et de potasse a contribué de façon notable à la croissance à Terre-Neuve-et-Labrador et en Saskatchewan. Les autres provinces et territoires n'ont pas obtenu d'aussi bons résultats, la production des mines de diamants, de nickel, de cuivre et d'autres minerais métalliques ayant reculé.

Même si la baisse dans le secteur pétrolier et gazier a contribué à freiner la croissance au cours des deux dernières années, il subsiste deux facteurs positifs, soit la construction non résidentielle et l'extraction minière. L'investissement des entreprises en ouvrages non résidentiels a été supérieur à 7 %, après une augmentation encore plus importante en 2004. Les administrations publiques ont aussi apporté leur contribution, avec une croissance de l'investissement à deux chiffres, qui a contribué à la vigueur du rendement du secteur de la construction non résidentielle.

Le secteur minier a repris de la vigueur, après les grèves qui l'avaient affecté en 2004. L'extraction de fer, qui avait été limitée par des grèves l'an dernier, a fait un bond en 2005. En outre, l'extraction minière a commencé à la mine de nickel-cuivre-cobalt de Voisey's Bay au début de 2005. La première production de nickel de la mine a été livrée au cours du deuxième semestre.

Les services à l'extraction minière et au forage ont repris le terrain perdu en 2004. L'activité a augmenté grâce au forage exploratoire au large des côtes et aux dépenses accrues au chapitre de l'exploration minière.

L'industrie de la pêche a été gravement touchée en 2005, sa production ayant chuté de 13 %. Les protestations concernant les quotas de crabe des neiges ont retardé la saison et les tarifs imposés aux exportations de crevettes vers les pays de l'UE se sont ajoutés aux problèmes permanents de l'industrie. L'aquaculture, toutefois, a connu une expansion de 24 %.

La croissance des dépenses de consommation s'est légèrement accélérée par rapport à 2004, mais était de beaucoup inférieure à la moyenne nationale, les dépenses de consommation au chapitre des biens semi-durables ayant été les plus faibles au pays. Parmi les facteurs positifs figurent les achats de produits durables, notamment les véhicules automobiles neufs, qui ont repris en 2005 après avoir baissé l'année précédente.

Île-du-Prince-Édouard

L'Île-du-Prince-Édouard affiche son meilleur résultat depuis 2002

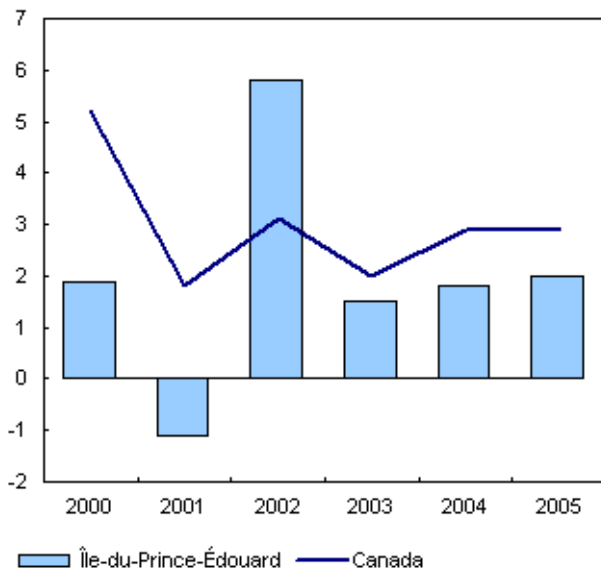
L'économie de l'Île-du-Prince-Édouard a progressé de 2,0 % en 2005, son meilleur résultat depuis 2002. Une troisième année consécutive d'exportations internationales élevées ainsi que la vigueur des secteurs de la fabrication et des finances ont compensé pour la faiblesse du secteur de l'agriculture.

La production agricole a stagné, les récoltes de pommes de terre ayant diminué de presque 15 %. La majeure partie de la baisse a été le résultat du moins grand nombre d'acres ensemencés, les producteurs étant à la recherche de cultures plus rentables. La fabrication de produits alimentaires congelés était aussi en baisse en 2005, la production ayant reculé de 1,5 %.

La production de blé, d'orge, de légumes, de fruits et d'arbres de Noël a dépassé celle de l'an dernier. La transformation des produits du poisson a connu une progression marquée, une part plus importante des prises ayant été transformées sur l'île, puis exportées.

Taux de croissance PIB - Île-du-Prince-Édouard

Variation en %, dollars enchaînés (1997)



Les fabricants ont connu de bons résultats en 2005, progressant de 3,2 %. Après une année robuste en 2004, les industries de fabrication de matériel de transport ont encore progressé en 2005. Les producteurs de l'industrie aérospatiale et la construction de bateaux ont contribué dans une large mesure à la force de l'industrie des produits du transport.

Les dépenses de consommation ont augmenté à un rythme plus rapide en 2005, soit de 2,7 %, mais elles sont demeurées bien inférieures à la moyenne nationale. Les dépenses en biens durables ont connu une croissance notable en 2005, du fait principalement de l'importance des achats de véhicules automobiles neufs. Le ralentissement des activités de construction résidentielle a contribué à la baisse des dépenses au chapitre des articles coûteux, comme les meubles de maison.

L'investissement des entreprises a connu un ralentissement considérable en 2005, les investissements en construction résidentielle et non résidentielle ayant enregistré des baisses. L'investissement des administrations publiques dans les ouvrages a augmenté considérablement, un immeuble du gouvernement fédéral, des projets à l'université et une centrale électrique maritime figurant parmi les projets en cours.

Les dépenses des administrations publiques en biens et services ont augmenté de 1,3 %, ce qui constitue un ralentissement par rapport à 2004. Une hausse modeste de la production de l'administration fédérale a contribué à atténuer le recul de celle de l'administration provinciale.

Nouvelle-Écosse

Les prix élevés du gaz naturel contribuent à rehausser les bénéfices des sociétés, mais la croissance réelle décélère

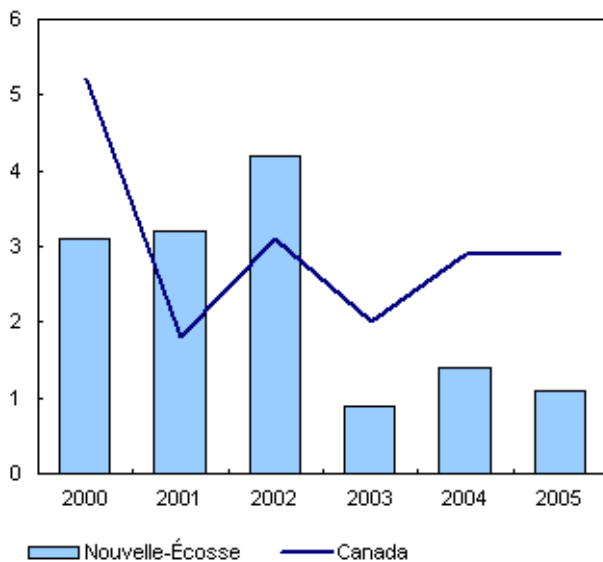
L'économie de la Nouvelle-Écosse a continué de prendre de l'expansion en 2005, mais à un rythme modéré de 1,1 %. La croissance en Nouvelle-Écosse est de beaucoup inférieure à la moyenne nationale depuis 2003.

L'investissement en machines et matériel a été responsable d'une part importante de la croissance en 2005. Sa hausse de près de 17 % est attribuable à une augmentation de l'investissement dans les industries du raffinage et du pétrole, des télécommunications et du transport aérien.

Le prix élevé du charbon a aussi alimenté l'investissement dans le secteur minier de la Nouvelle-Écosse. L'approbation réglementaire a été obtenue en vue de l'expansion d'une mine à ciel ouvert à Stellarton. On s'attend à ce que cette mine récupère 1,1 million de tonnes de charbon sur six ans. La mine de charbon de Donkin au cap Breton devrait rouvrir et être entièrement opérationnelle en 2008.

Taux de croissance PIB - Nouvelle-Écosse

Variation en %, dollars enchaînés (1997)



Même si la construction résidentielle a commencé à ralentir dans presque tout le Canada, les investissements en ouvrages résidentiels sont demeurés importants en Nouvelle-Écosse. La province a affiché la croissance la plus élevée dans l'Est et le centre du Canada, soit 4,9 %. Cela a permis aux agents immobiliers et aux avocats d'afficher aussi des hausses solides.

L'investissement en ouvrages non résidentiels a diminué de façon substantielle pour la deuxième année consécutive. Peu d'activités d'exploration pétrolière et gazière se sont déroulées en Nouvelle-Écosse, ce qui a eu une influence sur la somme des investissements qui suivent habituellement des activités d'exploration réussies.

Les bénéfices des sociétés ont profité des prix plus élevés du gaz naturel, affichant une hausse à deux chiffres pour la troisième année consécutive.

Les exportations ont diminué de 0,3 %, en raison pour une large part des baisses qui ont touché l'industrie de la fabrication de matériel de transport en Amérique du Nord.

En dépit de la production plus faible de l'industrie du matériel de transport, l'activité globale du secteur de la fabrication a tout de même progressé légèrement. La production de fruits de mer congelés a augmenté. La fabrication de produits en bois, qui était faible presque partout au pays, a augmenté de 6,8 %. Des hausses significatives ont aussi été enregistrées dans les industries des produits en plastique et du matériel électronique.

Les industries primaires de la province ont connu des temps difficiles. L'industrie de la pêche a affiché une baisse de 11 %, après une diminution à deux chiffres l'année précédente. Une combinaison de facteurs a affecté l'industrie, qu'il s'agisse des baisses des stocks de poissons (étant donné une réduction des quotas de crabe) ou des mauvaises conditions climatiques (qui ont retardé le début de la pêche au homard).

Le revenu du travail a augmenté de 5,2 %, la hausse la plus élevée à l'est de la Saskatchewan. Les salaires et traitements ont augmenté de 2,7 % dans les industries productrices de biens et de 5,9 % dans les industries productrices de services. Par ailleurs, l'industrie de l'information et l'industrie culturelle se sont relevées de la grève qui les a touchées en 2004. Le commerce, la finance et les assurances, les services professionnels et les services personnels, les soins de santé et l'assistance sociale de même que l'administration provinciale ont tous affiché des hausses.

La forte croissance du revenu du travail n'a pas donné lieu à une augmentation des dépenses de consommation, qui ont ralenti en 2005 et qui étaient de beaucoup inférieures à la moyenne nationale. Les dépenses au chapitre des biens durables, comme les véhicules automobiles, ont été particulièrement faibles, augmentant de 3,5 %, comparativement à 6,0 % au niveau national. Les dépenses réduites au chapitre du carburant et des lubrifiants expliquent dans une large mesure la baisse des achats de biens non durables.

Nouveau-Brunswick

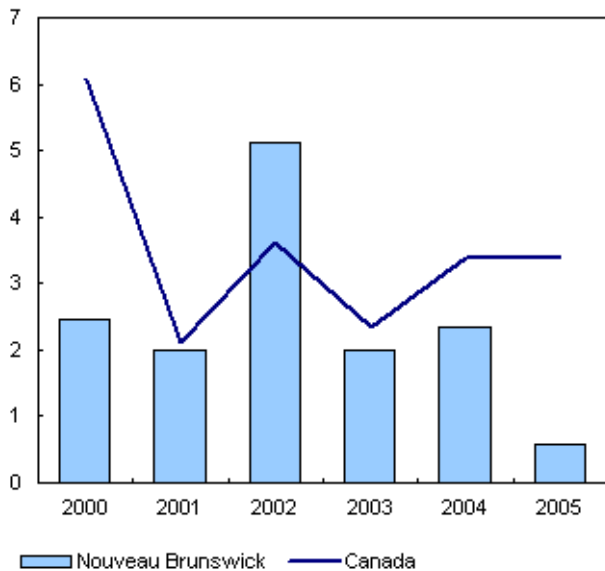
Le Nouveau-Brunswick est durement touché par la faiblesse du secteur de la foresterie

La production économique a augmenté légèrement en 2005, soit de 0,5 %, ce qui est de beaucoup inférieur au rythme de l'an dernier, qui se situait à 2,0 %. Les industries productrices de biens, qui sont à l'origine d'environ 30 % de la production de la province, ont connu une baisse de 3,7 %, et les exportations ont reculé de 0,3 %.

La fabrication a connu sa troisième baisse en cinq ans. La fabrication de papier, qui représente le quart du secteur de la fabrication de la province, a été affectée par une série de fermetures d'usines, les exportations de produits à base de bois vers les États-Unis ayant chuté. Cela a entraîné une baisse de 5,7 % des bénéfices des sociétés.

Taux de croissance PIB - Nouveau-Brunswick

Variation en %, dollars enchaînés (1997)



La faible demande pour le papier du Nouveau-Brunswick s'est répercutée sur le secteur de la foresterie et de l'exploitation forestière, qui a vu sa production baisser. Le transport par camion a aussi perdu beaucoup de terrain, un moins grand nombre de biens ayant été acheminés sur le marché.

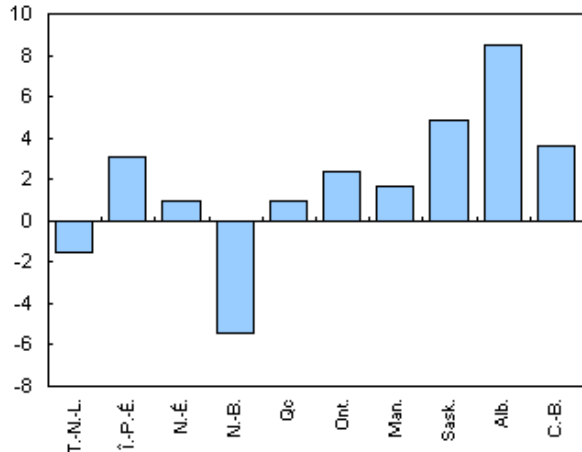
Même si la production du secteur de la fabrication du papier a diminué de façon notable, la production de produits en bois a augmenté légèrement, en raison principalement d'une hausse de 17 % des produits en bois reconstitué. Le secteur de la construction résidentielle a connu un ralentissement considérable.

L'investissement en machines et matériel a fait un bond de 13,5 %, similaire à celui noté en Alberta, en Saskatchewan et en Colombie-Britannique, et l'investissement en ouvrages non résidentiels a repris par rapport à 2004.

EN PERSPECTIVE...

Production de la secteur de la fabrication, 2005

Variation en %, dollars enchaînés (1997)



Le Nouveau-Brunswick et Terre-Neuve-et-Labrador sont les seules provinces à avoir enregistré une baisse de production manufacturière en 2005. La fabrication a monté en flèche dans l'ouest, la demande des champs de pétrole ayant propulsé la production.

Le secteur des services a progressé de 2,0 %, une croissance qui s'apparente à celle de l'année précédente. Encore une fois cette année, la finance, les assurances et l'immobilier ainsi que les dépenses de consommation ont constitué des facteurs clés de la croissance.

Le taux de chômage a connu une baisse, s'établissant à 9,7 %, l'emploi dans le secteur des services ayant pris de l'expansion, ce qui a contrebalancé la perte de 6 000 emplois dans le secteur de la fabrication. Le revenu du travail a progressé de 3,5 %, la croissance la plus faible au Canada, et la même que celle enregistrée dans les autres provinces de l'Est. De même, les dépenses de consommation ont été bien inférieures à la moyenne nationale, les ventes de véhicules automobiles neufs ayant diminué pour la troisième année consécutive.

Le récent accord sur la santé entre les administrations fédérale et provinciales a coïncidé avec une production accrue au chapitre des services de soins de santé qui ont progressé de 2,7 %. Les administrations publiques à tous les niveaux ont augmenté leurs dépenses, et plus particulièrement les administrations provinciales et fédérale, ce qui a contrebalancé les baisses récentes. La production dans les universités a progressé de 3,9 %, ce qui a mené à la première hausse des services d'enseignement en trois ans. Les dépenses totales des administrations publiques en biens et services ont augmenté de 2,1 %, soit à un rythme supérieur à celui enregistré en 2004.

Québec

Ralentissement de la construction résidentielle

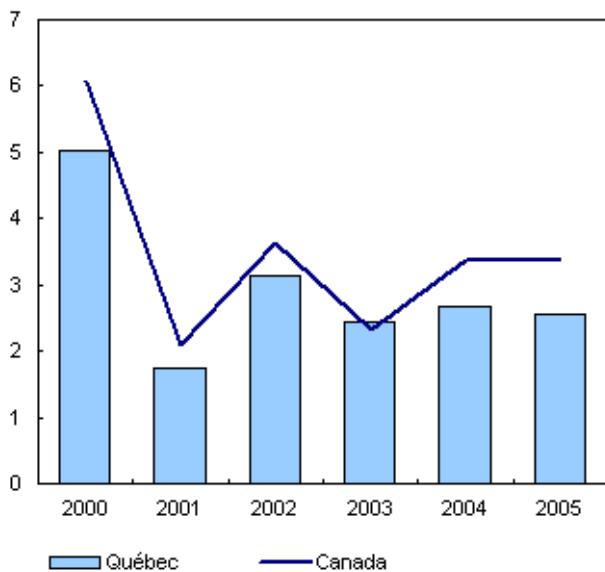
L'économie du Québec a progressé de 2,2 % en 2005, en baisse légère par rapport à la croissance enregistrée en 2004. Le rendement a été inférieur à celui de 2,9 % enregistré pour l'ensemble du pays. Malgré la vigueur des secteurs de la fabrication, du commerce, des services financiers et professionnels, la faiblesse des secteurs de la construction, de l'extraction minière et des produits forestiers ont contribué à maintenir la croissance du Québec en deçà du taux de croissance national.

La croissance du secteur de la construction résidentielle, dont la taille a doublé au cours des huit dernières années, s'est interrompue en 2005. De même, la construction non résidentielle a reculé de 4,6 % ce qui, combiné à la baisse de l'investissement dans la construction résidentielle, a donné lieu au plus faible taux d'investissement au Canada.

Alors que l'investissement des entreprises a été faible, celui des administrations publiques a connu une hausse de 7,4 %. La majeure partie de cet investissement s'est fait dans les machines et matériel, qui ont affiché une hausse substantielle.

Taux de croissance PIB - Québec

Variation en %, dollars enchaînés (1997)

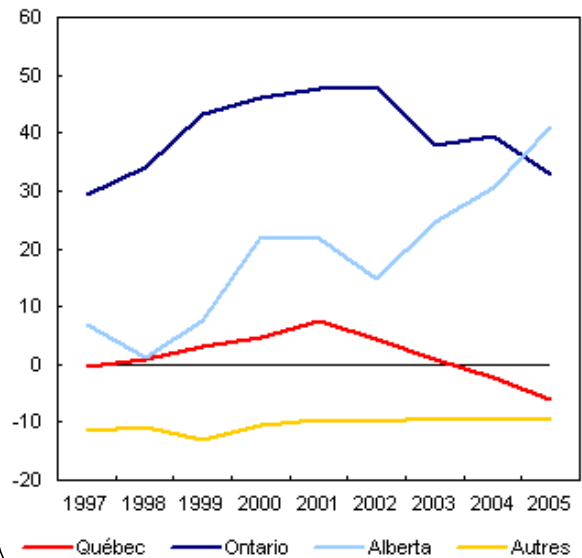


La production totale du secteur de la fabrication a augmenté de 1,0 %. La reprise mondiale du trafic aérien a stimulé la production et les exportations d'équipement de transport.

EN PERSPECTIVE...

Balance commerciale

Millions de dollars



La balance commerciale de la majorité des provinces, mesuré en dollars courants, a diminué en 2005. Seules les provinces riches en ressources, comme l'Alberta, la Saskatchewan et Terre-Neuve-et-Labrador, ont vu leur balance commerciale augmenter au cours des dernières années.

L'industrie pharmaceutique a amorcé un retour en 2005. Les fabricants de médicaments brevetés, qui se concentrent principalement au Québec, ont connu une reprise après une année de rappels. Une production en hausse et des dépenses en recherche plus élevées ont contribué à l'essor du secteur, qui a atteint un niveau à peine inférieur au sommet enregistré en 2003.

L'année 2005 a été difficile pour les producteurs de bois et de papier. La baisse de 2,5 % de la construction résidentielle a atténué la demande de produits des scieries. Par ailleurs, les fabricants de meubles de ménage ont fait face à une concurrence accrue de l'étranger et ont vu leur production chuter. Dans l'ensemble, les industries du bois ont connu un recul de 5,7 %. Les travailleurs du papier ont aussi ressenti les effets de la réduction de la demande au niveau mondial, la production totale du secteur de la fabrication du papier ayant diminué. Cela a contribué à amoindrir les bénéfices des sociétés, qui se sont accrus de 1,6 % par rapport à 2004.

La vigueur du dollar et la suppression des barrières tarifaires au commerce des vêtements et des textiles se sont fait gravement sentir, la fabrication de textiles ayant diminué et la production de vêtements ayant reculé pour la quatrième année consécutive. Les exportations plus faibles, combinées à la vigueur des importations, ont contribué à une baisse additionnelle de la balance commerciale.

Le commerce de détail a progressé de 4,0 % en 2005. Les ventes de véhicules automobiles neufs ont augmenté légèrement pour la première fois en trois ans. Le commerce de gros a connu une hausse, de 7,4 %, supérieure à celle affichée en 2004. Le revenu du travail au Québec a augmenté de 3,9 %.

Le secteur public au Québec a connu une année de turbulences. Les grèves dans les cégeps, les écoles publiques, les universités et la fonction publique de la province ont eu un effet à la baisse sur la production de l'ensemble du secteur public. La production des services d'enseignement a augmenté de seulement 1,2 %, et les services de l'administration provinciale ont connu une hausse légère. Les dépenses totales des administrations publiques en biens et services ont augmenté de 1,1 %, soit un taux inférieur à celui enregistré en 2004 et un peu moins de la moitié de la moyenne nationale.

Ontario

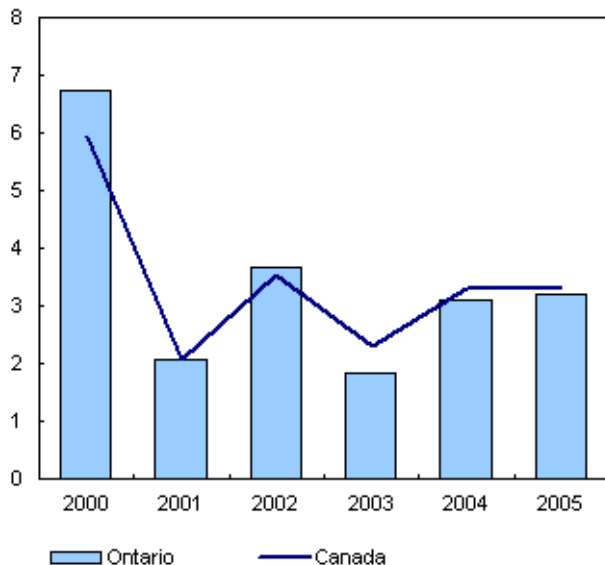
L'économie continue de progresser malgré l'affaiblissement du secteur de la fabrication

L'économie de l'Ontario a progressé de 2,8 % en 2005, ce qui est légèrement inférieur à la moyenne nationale pour une troisième année consécutive. L'économie de l'Ontario a poursuivi son ajustement à la devise canadienne plus élevée, aux prix plus élevés de l'énergie et à la concurrence étrangère. Les industries de services, et plus particulièrement le commerce de gros et la finance, ont affiché une performance supérieure aux industries productrices de biens.

Le secteur de la fabrication a connu une hausse de 2,4 %. Les gains les plus marqués ont été enregistrés au chapitre de la fabrication d'ordinateurs et de matériel de communication.

Taux de croissance PIB - Ontario

Variation en %, dollars enchaînés (1997)



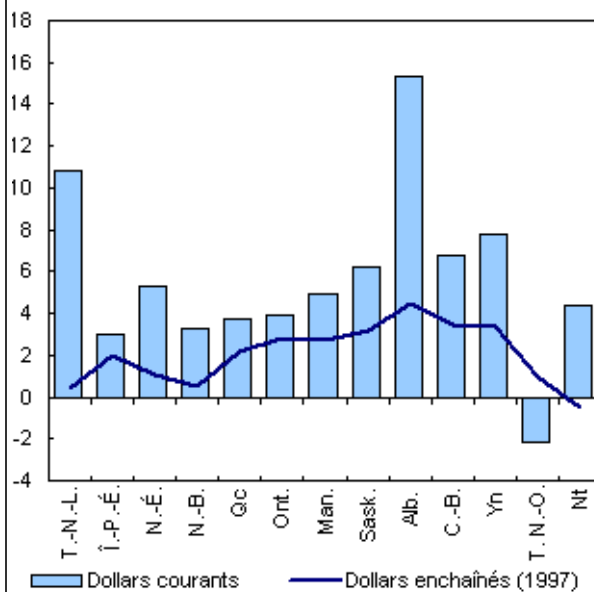
La croissance des exportations a été de beaucoup inférieure à celle enregistrée en 2004, en hausse de 2,8 %, les exportations de la plupart des grands groupes s'étant effritées en 2005. La majeure partie de la hausse a été le résultat d'une augmentation substantielle des exportations de véhicules automobiles. La production de voitures particulières et de camions légers a connu une hausse légère, dépassant celle du Michigan pour la deuxième année d'affilée. Les voitures et les camions lourds construits en Ontario ont été populaires, mais on a fabriqué un moins grand nombre de camions légers.

Les bénéfices des sociétés sont demeurés presque inchangés, les fabricants ayant dû réduire leurs marges bénéficiaires pour faire face à la hausse de la devise canadienne, à la concurrence étrangère et à l'augmentation des coûts de l'énergie.

EN PERSPECTIVE...

La croissance du PIB, 2005

Variation en %



Les taux de croissance nominale ont varié de façon notable d'une province à l'autre, les prix plus élevés de l'énergie et des minéraux ayant contribué à la hausse du PIB nominal dans les provinces riches en ressources. La croissance nominale dans les provinces telles l'Ontario et le Québec a été plus limitée, car les marges bénéficiaires ont dû être coupées afin de faire face aux effets de la hausse du dollar. La croissance réelle a été répartie plus également parmi les provinces.

L'investissement résidentiel a inscrit un septième gain consécutif, mais a connu un ralentissement significatif, l'essor du secteur de la construction résidentielle semblant s'être atténué. L'investissement non résidentiel a diminué pour la deuxième année consécutive, de 2,3 %, la plupart de l'investissement canadien étant allé au secteur pétrolier.

Le commerce de détail a progressé, des hausses ayant été enregistrées chez les détaillants de voitures, les quincailleries, les supermarchés et les pharmacies. De même, le commerce de gros a connu de bons résultats, du fait notamment des ventes de machines et de matériel et des importations de produits électroniques de la Chine.

La construction de centrales électriques a fait un bond, grâce à la remise en service de l'unité 1 à la centrale nucléaire de Pickering et à la construction d'un nouveau tunnel de dérivation à Niagara. La construction d'installations de communication a aussi augmenté, afin de répondre à la demande accrue découlant des services Internet à haute vitesse et de la téléphonie cellulaire.

Manitoba

L'investissement et les exportations sont le moteur de l'économie du Manitoba

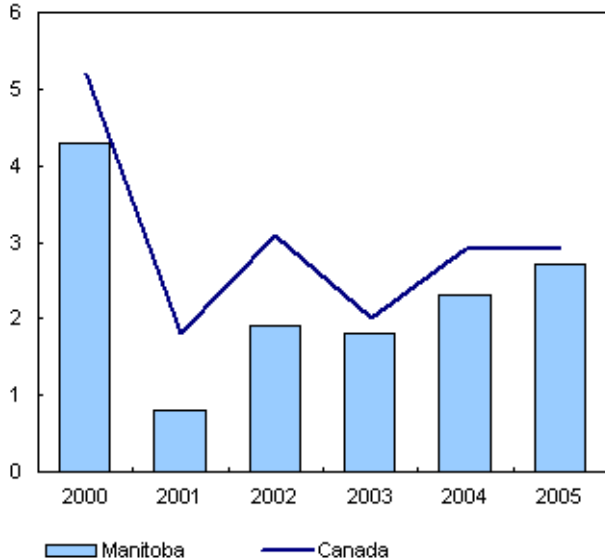
L'économie du Manitoba a progressé de 2,7 % en 2005, ce qui représente son meilleur résultat en cinq ans. Une deuxième année d'exportations internationales vigoureuses de biens et la croissance de l'investissement, de même que les secteurs solides du commerce de détail et du commerce de gros, ont contribué à cette hausse.

L'investissement résidentiel a été supérieur à la moyenne nationale, et les machines et matériel ont enregistré une deuxième année de croissance à deux chiffres. La croissance des exportations a été alimentée par le secteur de l'énergie, et plus particulièrement par les exportations d'électricité, de même que par les exportations des produits de porc.

La pluie qui a causé des soucis aux agriculteurs du Manitoba a contribué à la hausse de 30 % du secteur de l'électricité au cours de l'année. Le Manitoba a établi un nouveau record au chapitre des exportations d'électricité en 2005, celles-ci étant principalement destinées aux États-Unis. L'augmentation des exportations a contribué à la hausse du revenu dans la province.

Taux de croissance PIB - Manitoba

Variation en %, dollars enchaînés (1997)



L'agriculture a été gravement touchée par les fortes pluies qui se sont abattues sur de nombreuses régions et qui ont mené à une baisse de 27 % de la production agricole. Cela a entraîné des récoltes de mauvaise qualité, certaines n'étant bonnes que pour le fourrage. Les exportations d'aliments pour les animaux ont plus que doublé. La

production animale des exploitations agricoles a augmenté de 2,1 %, ce qui constitue l'un des rares aspects positifs de ce secteur.

Les récoltes de moins bonne qualité ont fait baisser les prix, qui à leur tour ont eu des répercussions à la baisse sur le revenu agricole, le revenu agricole net ayant été négatif.

La production de quatre des principales cultures (canola, blé, pommes de terre, orge) a baissé de façon significative, tout comme les exportations.

La croissance des industries du secteur de la fabrication a ralenti, pour se situer à 1,6 %, après la hausse marquée de 5,2 % enregistrée l'an dernier. Les fabricants d'aliments, de produits en bois, de métaux de première transformation, de produits métalliques, de machines et de matériel de transport ont connu des résultats positifs.

Une baisse marquée a été observée au chapitre de la fabrication de vêtements, qui a été gravement touchée par la suppression des tarifs douaniers s'appliquant aux textiles et aux vêtements chinois au début de 2005. La fabrication de produits d'imprimerie et de produits chimiques a aussi diminué. Une baisse de 17 % de la production de produits pharmaceutiques a été responsable de la presque totalité du recul des industries chimiques.

La production du secteur minier est demeurée pratiquement stable (0,5%), l'augmentation des activités de forage et d'exploration ayant été contrebalancée par un recul de l'extraction de minerais de cuivre et de nickel, ainsi que par la baisse de l'extraction de minerais d'or et d'argent.

Le commerce de gros et le commerce de détail ont connu une année prospère. La croissance du commerce de gros s'est accélérée, tandis que le commerce de détail a pris de l'expansion, à peu près au même rythme que l'an dernier. Les dépenses de consommation ont progressé de 3,1 %. Cela est le résultat principalement d'une augmentation des dépenses au chapitre des biens durables, qui ont été alimentées principalement par les fortes ventes de véhicules automobiles et de meubles de maison.

Saskatchewan

La vigueur de la production agricole à la source de la croissance

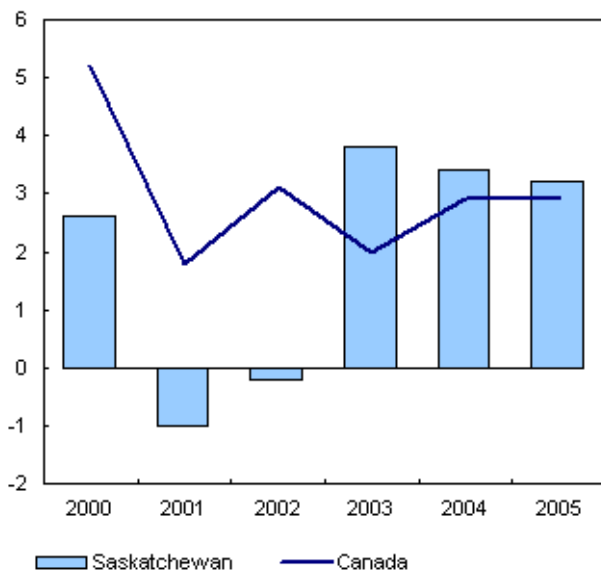
Le PIB de la Saskatchewan a progressé de 3,2 % en 2005, dans la foulée de la croissance enregistrée en 2004 et dans une proportion supérieure à la moyenne nationale pour la troisième année consécutive. La vigueur de la demande mondiale de produits à base de ressources naturelles et l'abondance des récoltes, malgré la baisse de la qualité, ont contribué à l'essor économique.

La production des cultures agricoles a augmenté de 14 %, soit la troisième hausse consécutive à deux chiffres. Des conditions presque parfaites tout au long du printemps et de l'été ont été suivies par une saison des récoltes humide et froide. Les récoltes ont été abondantes pour de nombreux produits, mais de qualité inférieure à la moyenne.

La production de blé a atteint un niveau presque record et les superficies ensemencées presque records pour le canola, ainsi que les rendements les plus élevés jamais enregistrés, se sont combinés pour donner une production record.

Taux de croissance PIB - Saskatchewan

Variation en %, dollars enchaînés (1997)



Les récoltes de moins bonne qualité, toutefois, ont fait en sorte que les prix touchés par les agriculteurs pour la production ont été de beaucoup inférieurs à ceux de 2004. Ces prix plus faibles ont entraîné une baisse du revenu agricole net de près de 50 % par rapport à 2004.

Les exportations de céréales ont connu un léger ralentissement en 2005, la majeure partie de la production s'étant retrouvée dans les stocks, ce qui a contribué à la poursuite de l'accumulation qui s'était amorcée en 2003.

Le secteur minier a contribué de façon significative à l'augmentation des bénéfices des sociétés. La tendance marquée à la hausse des prix de l'énergie au cours des dernières années a ravivé l'intérêt à l'égard de la production nucléaire, dont l'uranium est un des éléments clés. C'est la Saskatchewan qui compte le plus grand nombre de dépôts d'uranium de grande qualité au niveau mondial et qui est à l'origine d'environ le tiers de l'offre mondiale.

Après la forte hausse enregistrée en 2004, la production de potasse a progressé à un rythme plus modeste en 2005. La forte demande mondiale, ainsi que le fait que les producteurs à l'extérieur de la Saskatchewan fonctionnaient presque à capacité, ont entraîné une hausse significative des prix.

Le secteur des produits fabriqués de plus en plus diversifié a affiché de bons résultats pour la deuxième année, après un certain nombre d'années ternes. La vigueur du secteur de l'agriculture et du secteur minier a alimenté de nombreuses industries de produits fabriqués.

Les fabricants de métaux de première transformation et de produits métalliques ont connu une autre année phare, fournissant du matériel à l'industrie florissante de l'exploitation des sables bitumineux en Alberta. Les fabricants de machines agricoles et industrielles ont aussi connu de bons résultats. La production plus élevée de céréales a contribué à une production plus forte de céréales de petit déjeuner. Les fabricants de produits de viande ont augmenté leur production, du fait de la vigueur de la demande de produits du porc émanant de l'Asie.

La construction a connu une hausse de 2,7 %, du fait du marché soutenu des logements résidentiels et d'une croissance énergétique de l'investissement dans les machines et le matériel, ce qui a contrebalancé la faiblesse dans le secteur de la construction non résidentielle. L'investissement total des entreprises a augmenté de 5,4 %.

La production de services publics a augmenté en 2005, les dépenses des administrations publiques en biens et services ayant connu une hausse de 3,3 %, soit un rythme plus rapide qu'en 2004. La production des hôpitaux a progressé de 4,5 % et a été contrebalancée en partie par une baisse au chapitre des services sociaux et des services de santé fournis à l'extérieur des hôpitaux.

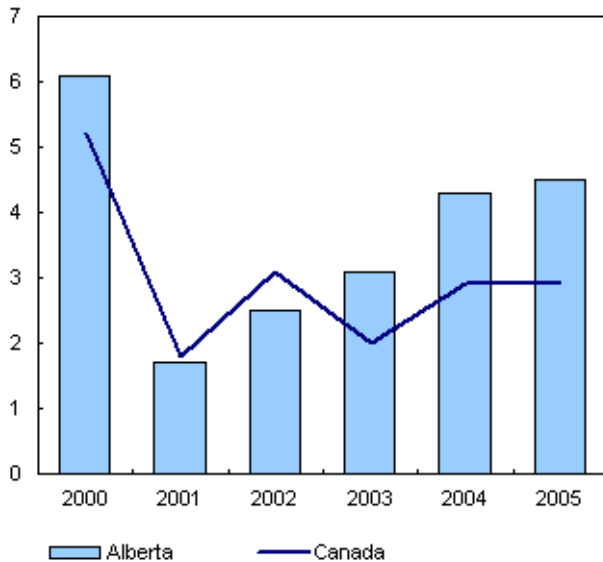
Alberta

Les prix de l'énergie alimentent la croissance la plus haute au pays

Même si l'augmentation en flèche des prix de l'énergie a contribué dans une large mesure à la croissance nominale en Alberta, ce sont les retombées qui ont donné lieu à une augmentation de 4,5 % de la croissance réelle, ce qui constitue le meilleur résultat national.

Taux de croissance PIB - Alberta

Variation en %, dollars enchaînés (1997)



En dépit de l'augmentation des activités d'investissement, la production de pétrole et de gaz a baissé de 0,8 %, l'industrie ayant fait face à un certain nombre de défis liés à l'entrée en production de nouvelles installations. Un certain nombre de problèmes de production dans des installations d'exploitation de sables bitumineux ont nui à la production au cours de l'année.

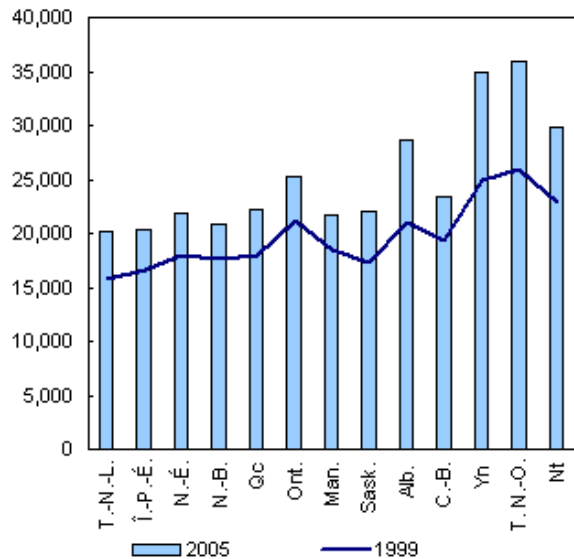
La croissance réelle est le résultat de ce flux de revenu dans le reste de l'économie. Les prix plus élevés de l'énergie et les bénéfices élevés des sociétés, ainsi que la vigueur de la demande au niveau mondial pour les combustibles minéraux, ont attiré une autre vague d'investissements au chapitre de l'exploration et de la mise en valeur des dépôts de pétrole et de gaz dans la province.

L'investissement en construction pour les installations nouvelles et existantes, en vue de l'extraction et de la transformation des sables bitumineux, a fait un bond de 20 %, et les activités d'exploration ont progressé de 16 %.

EN PERSPECTIVE...

Revenu personnel disponible par habitant

Dollars par habitant



La croissance du revenu personnel disponible par habitant a été à peu près la même dans la plupart des provinces entre 1999 et 2005. Parmi les exceptions dignes de mention figurent l'Alberta et les territoires.

La croissance de l'investissement a entraîné une hausse de 8,5 % de la production du secteur de la fabrication, le meilleur résultat depuis de nombreuses années. La plupart des fabricants ont profité de la vigueur de l'économie; toutefois, les industries qui fournissent des matériaux et des machines au secteur pétrolier ont connu des résultats particulièrement bons.

L'augmentation de l'investissement a aussi entraîné une pénurie de main-d'œuvre en Alberta, où le marché du travail continue d'être le plus robuste au pays. Le taux de chômage a diminué légèrement pour la troisième année consécutive, s'établissant en dessous de 4 % pour la deuxième fois seulement au cours des 25 dernières années. Le marché du travail serré a contribué à rehausser le revenu du travail, qui a augmenté de 9,7 %, soit le niveau le plus élevé de toutes les provinces et de tous les territoires. La croissance du revenu par habitant en Alberta a aussi été la plus élevée parmi les provinces.

Les consommateurs ont profité de cette augmentation de leurs revenus pour dépenser, principalement pour l'achat d'articles coûteux, les dépenses au chapitre des biens durables ayant affiché des hausses à deux chiffres. Cela a fait l'affaire des détaillants, qui ont vu leur production augmenter de 9,4 %. L'ensemble des détaillants ont connu des ventes élevées, et plus particulièrement ceux de meubles, d'appareils ménagers et de fournitures de construction. Le nombre de véhicules automobiles vendus a augmenté de 13 %, la hausse la plus importante depuis 1997.

L'investissement en construction résidentielle a fait un bond de 15 %, un taux presque cinq fois plus élevé que la moyenne nationale. En 2005, les mises en chantier ont augmenté de plus de 12 %, renversant la tendance à la baisse qui s'était amorcée deux ans plus tôt. Les constructeurs ont entrepris la construction de plus de 40 000 maisons en 2005, soit le nombre le plus élevé depuis 1978. Au cours des quatre dernières années, les constructeurs ont entrepris la construction de 38 000 unités en moyenne, comparativement à 21 500 en moyenne dans les années 90. Parallèlement, un marché vigoureux de la revente a fait augmenter la production des institutions financières et des agents immobiliers.

De nombreuses industries de services ont profité des dépenses élevées des entreprises et des consommateurs. Les sociétés qui fournissent des services aux entreprises, comme la location et la location à bail de véhicules automobiles et de matériel, les sociétés de gestion ainsi que les messageries et services de messagers, ont tous connu une croissance vigoureuse.

La production des cultures agricoles et la production animale ont augmenté de presque 6 % en 2005. La production des cultures agricoles a connu une croissance de 8,7 %, inférieure toutefois à celle des deux années précédentes, les effets de la sécheresse s'étant atténuée et la production agricole ayant atteint des niveaux presque records. L'excellente saison de végétation a été suivie par une saison des récoltes humide et froide. Par conséquent, ce qui devait être une année de récoltes exceptionnelles a donné lieu à des quantités presque records, mais de qualité décevante. Les prix anormalement faibles des récoltes, les coûts plus élevés dans les exploitations agricoles ont fait diminué de plus de 60 % le revenu agricole net.

La production animale a augmenté pour la deuxième année, le secteur de la production de bétail ayant lentement récupéré après la crise de l'EBS. Les États-Unis ont mis fin à la fermeture des frontières en juillet, permettant les importations de bovins et de veaux vivants âgés de moins de 30 mois. Le Japon a emboîté le pas en décembre. À la mi-décembre, les propriétaires de bétail ont rempli un nombre record de 35 000 formulaires d'enregistrement de naissance auprès de la nouvelle Agence canadienne d'identification du bétail.

Colombie-Britannique

L'investissement demeure élevé et fait progresser l'économie

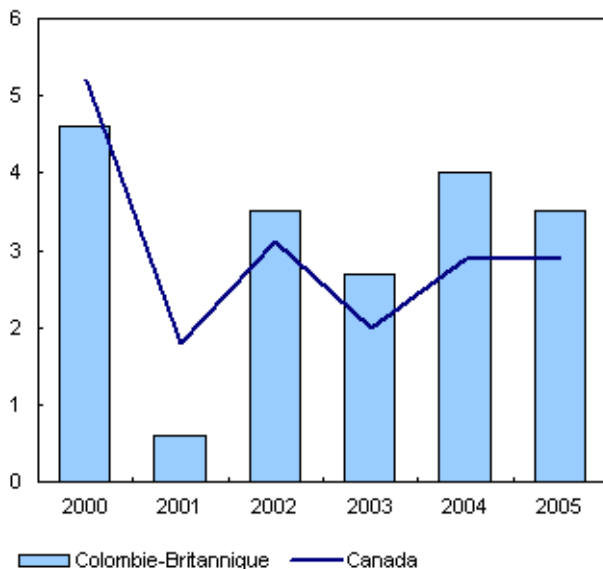
L'économie de la Colombie-Britannique a progressé de 3,5 % en 2005, soit le deuxième taux de croissance en importance au pays, après celui de l'Alberta. Les fortes dépenses de consommation et l'investissement élevé ont plus que contrebalancé le ralentissement au chapitre de la fabrication de papier et de produits en bois.

La foresterie et l'exploitation forestière ont augmenté de 3,3 %, tandis que les scieries ont connu une hausse légère. Cela coïncide avec la baisse des exportations de bois d'œuvre et du recul du marché du logement en Amérique du Nord. La production des usines de pâte à papier, de papier et de carton a diminué, les exportations de pâte de bois et de papier journal ayant chuté.

L'investissement a poursuivi sa hausse, l'investissement résidentiel et l'investissement en machines et matériel ayant affiché des augmentations significatives. L'investissement en bâtiments résidentiels a augmenté de 8,6 %, soit le deuxième meilleur résultat au pays.

Taux de croissance PIB - Colombie-Britannique

Variation en %, dollars enchaînés (1997)

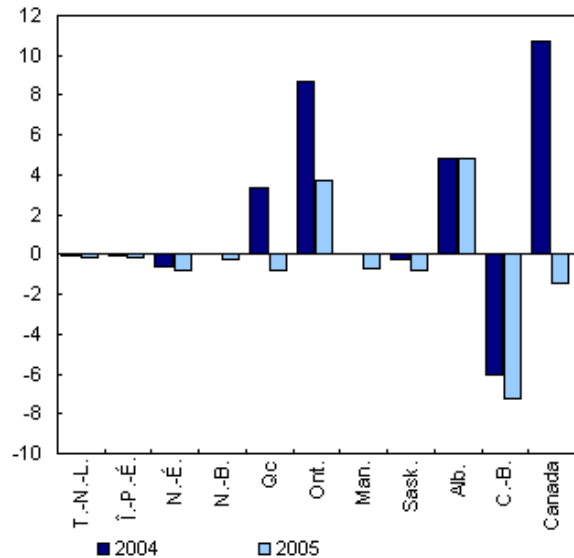


La production du secteur minier a diminué en 2005, après quatre années de croissance solide. La production des mines de charbon et celle liée à l'extraction d'autres minerais métalliques ont reculé. Le prix des exportations de charbon a connu une hausse substantielle en 2005, en raison de la vigueur de la demande internationale. Cela a contribué à rehausser les bénéfices des sociétés, qui ont dépassé la moyenne nationale.

EN PERSPECTIVE...

Épargne personnelle

Milliards de dollars



L'épargne personnelle au niveau national est tombée sous la barre du zéro pour la première fois en 2005. Des baisses marquées ont été enregistrées en Ontario et au Québec, tandis que la Colombie-Britannique affichait, et de loin, la plus faible épargne parmi les provinces.

La production, le transport et la distribution d'électricité ont fait un bond, en raison de la consommation et des exportations accrues vers les États-Unis.

Le transport par rail a progressé, tout comme le transport par camion, du fait des mouvements accrus de marchandises en provenance et à destination de la Chine dans les installations portuaires, en dépit d'une grève au port de Vancouver.

L'investissement des entreprises en ouvrages non résidentiels a diminué de 1,8 %, après une baisse plus marquée en 2004. Cela a été contrebalancé en partie par une augmentation de la formation brute de capital des administrations publiques, ce qui s'est traduit par deux années de forte croissance au chapitre des investissements dans les ouvrages. Il y a eu de l'investissement en 2005 lié aux Olympiques de 2010, beaucoup plus étant prévu en 2006.

Le revenu du travail a progressé de 6,3 %, ce qui est de beaucoup supérieur à la moyenne nationale. Parallèlement, la croissance des dépenses personnelles a aussi été supérieure à la moyenne nationale et a contribué à réduire l'épargne personnelle.

Yukon

Vigueur soutenue dans le territoire

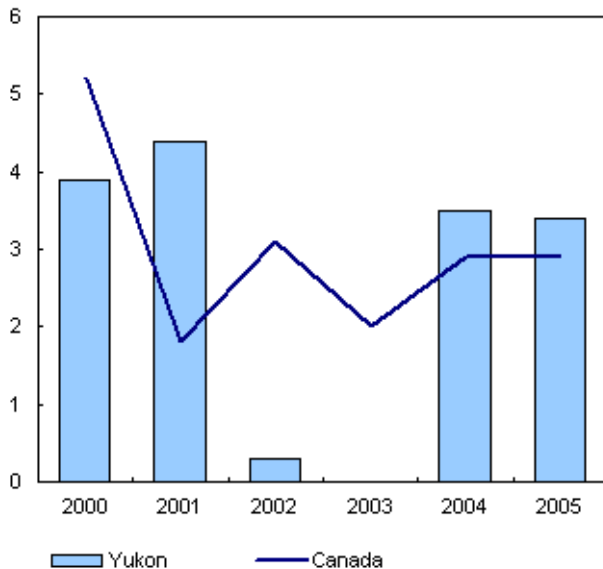
L'économie du Yukon a progressé de 3,4 % en 2005. Tout comme l'an dernier, tous les secteurs ont connu de bons résultats, les entreprises menant la marche.

L'investissement des entreprises a augmenté de près de 19 %, l'investissement en ouvrages non résidentiels et en machines et matériel ayant affiché des hausses significatives.

La construction résidentielle a progressé de 6,4 %, en baisse par rapport aux trois années précédentes. La construction non résidentielle a fait un bond, du fait de l'achèvement des travaux liés au Centre des Jeux du Canada et au Individual Learning Centre. La construction d'autres travaux de génie a presque doublé, et les activités de soutien à l'extraction minière ont doublé, les dépenses au chapitre de l'exploration minière ayant atteint leur niveau le plus élevé en neuf ans.

Taux de croissance PIB - Yukon

Variation en %, dollars enchaînés (1997)

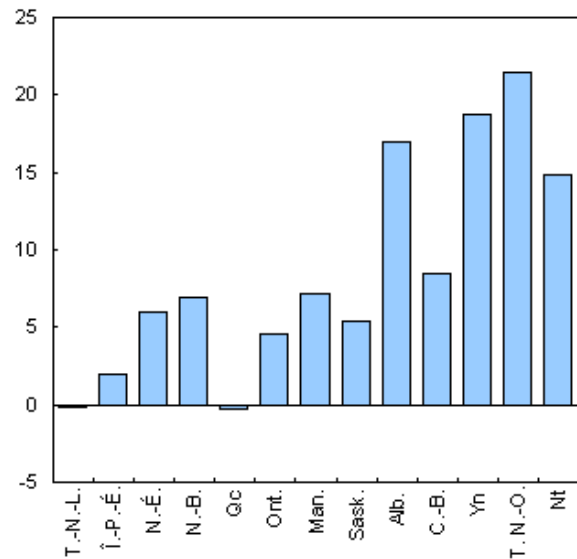


Les exportations internationales ont diminué de 10 %, les exportations d'or, de services d'hébergement et de transport aérien ayant baissé de façon importante. Les exportations interprovinciales ont augmenté en partie en raison d'une forte hausse des exportations de services liés à l'extraction minière.

EN PERSPECTIVE...

Croissance de l'investissement des entreprises, 2005

Variation en %, dollars enchaînés (1997)



L'investissement des entreprises a été plus élevé dans les provinces les plus à l'ouest. Les types d'investissement variaient, allant des bâtiments résidentiels en Alberta à l'investissement en machines et matériel en Colombie-Britannique et en ouvrages non résidentiels au Yukon.

La croissance des bénéfices des sociétés a ralenti, tandis que le revenu du travail a augmenté de 7,7 %.

La croissance marquée du revenu du travail a contribué à la hausse des dépenses personnelles, leur croissance dépassant d'un point la moyenne nationale. Cela a donné lieu à une augmentation marquée pour le secteur du commerce de détail.

Territoires du Nord-Ouest

La vague d'investissements touche les Territoires du Nord-Ouest

L'investissement dans l'ensemble des territoires a été remarquablement élevé en 2005 et les Territoires du Nord-Ouest n'ont pas fait exception à cette règle. L'investissement a augmenté de plus de 20 %, dans la foulée d'une hausse encore plus forte en 2004. Le seul élément négatif a été la baisse au chapitre de la production des mines de diamants. Dans l'ensemble, l'économie a progressé de 1,0 %, après quatre années de croissance exceptionnelle.

La production minière a diminué de 6,0 % en 2005. Il s'agit de la première baisse depuis l'ouverture des mines de diamants. Même si la production minière a diminué, les répercussions de l'exploitation des mines de diamants se sont quand même fait sentir dans l'ensemble de l'économie, particulièrement au chapitre de l'investissement et des autres services de soutien miniers. Le développement continu de diverses mines a contribué à la vigueur du secteur de la construction non résidentielle et de la construction d'autres travaux de génie.

Les projets de construction ont tenu les camionneurs occupés et le transport aérien a fait un bond de 11 %, les compagnies aériennes ayant fait face à une hausse des voyages de tourisme et des voyages d'affaires.

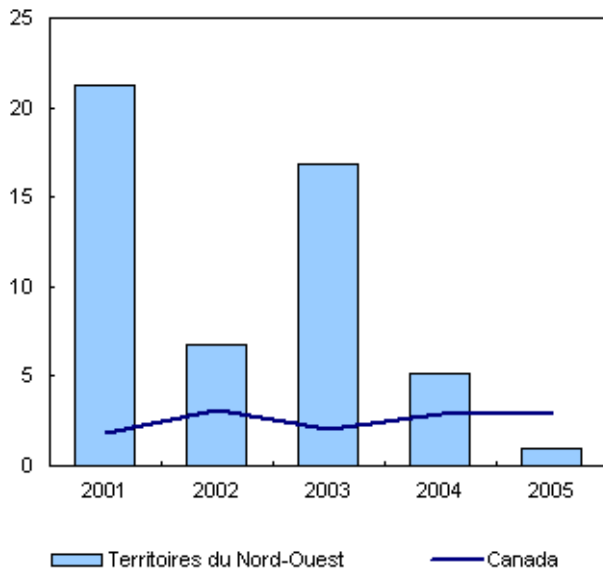
La production plus faible du secteur minier a aussi eu des répercussions sur les bénéfices des sociétés, lesquels ont connu une baisse substantielle, après avoir presque doublé au cours de la période de 2001 à 2004.

La croissance du revenu du travail est demeurée vigoureuse, avec une hausse de 8,7 %. Elle a été le fait principalement des industries productrices de biens, comme la construction. Les industries productrices de services ont aussi affiché des hausses solides, des augmentations marquées ayant été notées dans le transport et l'entreposage, la finance, les assurances et l'immobilier ainsi que les services professionnels et personnels.

Dans le secteur public, la production au chapitre de la santé, de l'enseignement et des administrations publiques a progressé. La hausse la plus marquée a touché les administrations territoriales, qui ont augmenté de 2,6 %.

Taux de croissance PIB - Territoires du Nord-Ouest

Variation en %, dollars enchaînés (1997)



Nunavut

Une autre année difficile

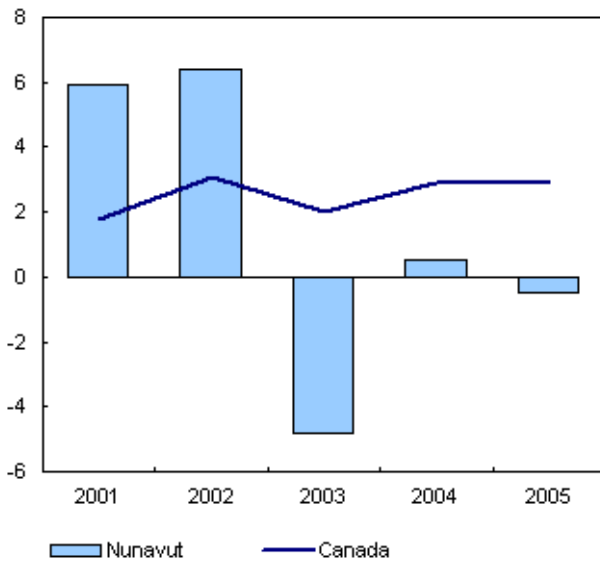
L'économie du Nunavut a reculé de 0,5 % en 2005, après une hausse légère en 2004. Depuis la fermeture quasi complète des industries minières en 2003, cette petite économie du Nord a de la difficulté.

Les dépenses des administrations publiques, qui ont été la principale source de la croissance au cours des dernières années, ont augmenté légèrement. Les dépenses des administrations publiques au chapitre des biens et services ont représenté près de 90 % de l'activité économique totale du Nunavut en 2005.

L'investissement des administrations publiques a diminué de façon marquée, un certain nombre de grands projets étant presque complétés ou ayant pris fin en 2005. Par ailleurs, un certain nombre de projets importants ont été annoncés en 2005, comme des centres de soins communautaires, un hôpital et des projets d'infrastructure dans l'ensemble du territoire.

Taux de croissance PIB - Nunavut

Variation en %, dollars enchaînés (1997)

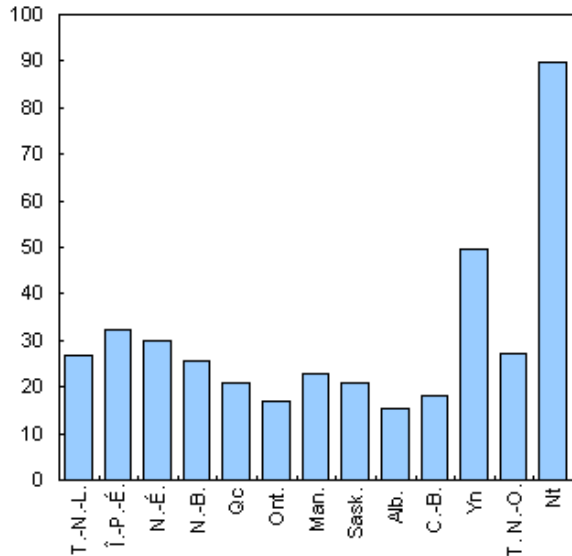


Parmi les aspects positifs figurent les activités soutenues d'investissement des entreprises, et plus particulièrement l'investissement en ouvrages non résidentiels et en machines et matériel. En 2005, l'investissement des entreprises a augmenté de près de 15 %. Une partie de cet investissement est allée au secteur minier, qui a été durement touché par les fermetures des dernières années. Le développement de la mine Jericho est en cours et alimente les ouvrages de génie. La construction de la mine d'or de Doris North, qui fait partie du projet Hope Bay, a aussi commencé.

EN PERSPECTIVE...

Dépenses des administrations publiques en proportion du PIB, 2005

%, dollars enchaînés (1997)



Le Nunavut dépend plus que toute autre province ou territoire des administrations publiques pour appuyer et soutenir son économie. Les dépenses des administrations publiques en proportion du PIB vont de 18 % en Alberta à 89 % au Nunavut.

Les dépenses dans le secteur minier ont eu des répercussions positives sur un certain nombre d'autres industries, comme le transport aérien.

Le développement du nouveau service par satellite le plus important au Canada a entraîné un investissement en communications. Les services terrestres et par satellite prévus offriront aux entreprises et aux particuliers un plus grand nombre d'options pour communiquer.

La vigueur du revenu du travail a contribué à une hausse de 4,4 % du commerce de détail. Au cours des mois d'été, sept bateaux de croisière ont accosté à Pangnirtung, Kimmirut et Cape Dorset, soit une hausse significative comparativement aux un ou deux bateaux des années précédentes. Les services de restauration et les services d'hébergement ont aussi profité de la hausse des voyages d'affaires et des voyages des particuliers, leur production ayant progressé de 0,7 %.

Indicateurs principaux des comptes économiques, Canada[1]

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
millions de dollars aux prix courants							
PIB en termes de revenus et de dépenses							
Rémunération des salariés	502 726	545 204	570 008	592 692	617 753	643 964	678 925
	<i>5,8</i>	<i>8,4</i>	<i>4,5</i>	<i>4,0</i>	<i>4,2</i>	<i>4,2</i>	<i>5,4</i>
Bénéfices des sociétés avant impôts	110 769	135 978	127 073	135 840	147 592	175 148	193 936
	<i>28,6</i>	<i>22,8</i>	<i>-6,5</i>	<i>6,9</i>	<i>8,7</i>	<i>18,7</i>	<i>10,7</i>
Intérêts et revenus divers de placements	55 650	66 631	63 366	58 687	61 853	67 250	74 610
	<i>2,6</i>	<i>19,7</i>	<i>-4,9</i>	<i>-7,4</i>	<i>5,4</i>	<i>8,7</i>	<i>10,9</i>
Revenu net des entreprises individuelles	61 466	64 944	68 857	74 260	77 158	81 027	84 666
	<i>6,1</i>	<i>5,7</i>	<i>6,0</i>	<i>7,8</i>	<i>3,9</i>	<i>5,0</i>	<i>4,5</i>
Impôts moins subventions	123 420	128 340	128 521	138 523	141 424	148 682	154 711
	<i>5,2</i>	<i>4,0</i>	<i>0,1</i>	<i>7,8</i>	<i>2,1</i>	<i>5,1</i>	<i>4,1</i>
Revenu personnel disponible	596 227	639 567	669 196	693 667	719 553	747 496	777 684
	<i>4,8</i>	<i>7,3</i>	<i>4,6</i>	<i>3,7</i>	<i>3,7</i>	<i>3,9</i>	<i>4,0</i>
Taux d'épargne personnelle[2]	4,0	4,7	5,2	3,5	2,4	1,4	-0,2

millions de dollars enchaînés (1997)							
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	544 753	566 664	579 513	600 701	619 401	640 630	666 270
	<i>3,8</i>	<i>4,0</i>	<i>2,3</i>	<i>3,7</i>	<i>3,1</i>	<i>3,4</i>	<i>4,0</i>
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	181 006	186 589	193 876	198 828	204 593	210 049	215 937
	<i>2,1</i>	<i>3,1</i>	<i>3,9</i>	<i>2,6</i>	<i>2,9</i>	<i>2,7</i>	<i>2,8</i>
Formation brute de capital fixe	192 088	201 109	209 102	212 567	225 199	240 150	255 948
	<i>7,3</i>	<i>4,7</i>	<i>4,0</i>	<i>1,7</i>	<i>5,9</i>	<i>6,6</i>	<i>6,6</i>
Investissements en stocks	6 586	13 376	-2 387	1 757	11 065	11 535	14 279

Exportations de biens et services	421 046	458 574	444 986	449 305	439 784	461 675	472 524
	<i>10,7</i>	<i>8,9</i>	<i>-3,0</i>	<i>1,0</i>	<i>-2,1</i>	<i>5,0</i>	<i>2,3</i>
Importations de biens et services	375 219	405 715	384 894	390 744	406 664	439 619	470 385
	<i>7,8</i>	<i>8,1</i>	<i>-5,1</i>	<i>1,5</i>	<i>4,1</i>	<i>8,1</i>	<i>7,0</i>
Produit intérieur brut aux prix du marché	969 750	1 020 488	1 038 702	1 070 789	1 092 388	1 124 428	1 157 446
	<i>5,5</i>	<i>5,2</i>	<i>1,8</i>	<i>3,1</i>	<i>2,0</i>	<i>2,9</i>	<i>2,9</i>
PIB aux prix de base, par industrie							
Industries productrices de biens	292 849	312 498	305 727	311 984	319 035	332 217	341 007
	<i>6,0</i>	<i>6,7</i>	<i>-2,2</i>	<i>2,0</i>	<i>2,3</i>	<i>4,1</i>	<i>2,6</i>
Industries productrices de services	603 224	631 056	652 201	674 926	690 777	709 357	733 395
	<i>5,4</i>	<i>4,6</i>	<i>3,4</i>	<i>3,5</i>	<i>2,3</i>	<i>2,7</i>	<i>3,4</i>
Production industrielle	223 124	239 944	231 440	236 504	238 271	247 374	252 863
	<i>6,2</i>	<i>7,5</i>	<i>-3,5</i>	<i>2,2</i>	<i>0,7</i>	<i>3,8</i>	<i>2,2</i>
Fabrication de biens non durables	64 750	70 046	71 164	72 335	72 264	73 714	73 343
	<i>3,2</i>	<i>8,2</i>	<i>1,6</i>	<i>1,6</i>	<i>-0,1</i>	<i>2,0</i>	<i>-0,5</i>
Fabrication de biens durables	96 810	107 458	98 881	99 592	99 619	106 132	110 594
	<i>11,8</i>	<i>11,0</i>	<i>-8,0</i>	<i>0,7</i>	<i>0,0</i>	<i>6,5</i>	<i>4,2</i>
Fabrication	161 634	177 618	170 247	172 134	172 090	180 070	184 176
	<i>8,3</i>	<i>9,9</i>	<i>-4,2</i>	<i>1,1</i>	<i>-0,0</i>	<i>4,6</i>	<i>2,3</i>
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	23 277	23 344	21 927	20 771	23 132	24 583	25 096
	<i>7,0</i>	<i>0,3</i>	<i>-6,1</i>	<i>-5,3</i>	<i>11,4</i>	<i>6,3</i>	<i>2,1</i>
Construction	46 433	48 992	52 575	54 971	58 026	60 689	63 565
	<i>4,5</i>	<i>5,5</i>	<i>7,3</i>	<i>4,6</i>	<i>5,6</i>	<i>4,6</i>	<i>4,7</i>
Commerce de gros	50 401	53 587	54 525	56 552	59 157	62 306	66 775
	<i>6,9</i>	<i>6,3</i>	<i>1,7</i>	<i>3,7</i>	<i>4,6</i>	<i>5,3</i>	<i>7,2</i>
Commerce de détail	46 941	49 924	52 445	55 737	57 206	59 405	62 108
	<i>4,7</i>	<i>6,4</i>	<i>5,0</i>	<i>6,3</i>	<i>2,6</i>	<i>3,8</i>	<i>4,6</i>

1 La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne, en italique, représente la variation en pourcentage.
 2 L'épargne personnelle divisée par le revenu personnel disponible, multiplié par 100.

Indicateurs principaux des comptes économiques, Terre-Neuve-et-Labrador[1]

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
millions de dollars aux prix courants							
PIB en termes de revenus et de dépenses							
Rémunération des salariés	5 856	6 357	6 656	6 918	7 361	7 658	8 010
	<i>4,9</i>	<i>8,6</i>	<i>4,7</i>	<i>3,9</i>	<i>6,4</i>	<i>4,0</i>	<i>4,6</i>
Bénéfices des sociétés avant impôts	1 279	2 302	2 019	3 732	4 577	5 255	6 577
	<i>42,6</i>	<i>80,0</i>	<i>-12,3</i>	<i>84,8</i>	<i>22,6</i>	<i>14,8</i>	<i>25,2</i>
Intérêts et revenus divers de placements	833	817	783	750	757	818	866
	<i>10,2</i>	<i>-1,9</i>	<i>-4,2</i>	<i>-4,2</i>	<i>0,9</i>	<i>8,1</i>	<i>5,9</i>
Revenu net des entreprises individuelles	953	936	926	959	1 023	1 074	1 098
	<i>13,2</i>	<i>-1,8</i>	<i>-1,1</i>	<i>3,6</i>	<i>6,7</i>	<i>5,0</i>	<i>2,2</i>
Impôts moins subventions	1 568	1 622	1 690	1 808	1 907	1 972	2 037
	<i>10,4</i>	<i>3,4</i>	<i>4,2</i>	<i>7,0</i>	<i>5,5</i>	<i>3,4</i>	<i>3,3</i>
Revenu personnel disponible	8 378	8 740	9 116	9 359	9 764	10 090	10 404
	<i>3,5</i>	<i>4,3</i>	<i>4,3</i>	<i>2,7</i>	<i>4,3</i>	<i>3,3</i>	<i>3,1</i>
Taux d'épargne personnelle[2]	1,9	0,6	1,2	-0,4	-0,7	-0,8	-1,7

millions de dollars enchaînés (1997)							
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	7 858	8 094	8 309	8 573	8 823	8 973	9 149
	<i>4,0</i>	<i>3,0</i>	<i>2,7</i>	<i>3,2</i>	<i>2,9</i>	<i>1,7</i>	<i>2,0</i>
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	3 599	3 653	3 749	3 891	4 039	4 031	4 081
	<i>1,5</i>	<i>1,5</i>	<i>2,6</i>	<i>3,8</i>	<i>3,8</i>	<i>-0,2</i>	<i>1,2</i>
Formation brute de capital fixe	3 646	3 285	3 238	3 258	3 539	3 901	3 943
	<i>30,0</i>	<i>-9,9</i>	<i>-1,4</i>	<i>0,6</i>	<i>8,6</i>	<i>10,2</i>	<i>1,1</i>
Investissements en stocks	-72	288	177	-64	101	104	100

Exportations de biens et services	5 674	6 355	6 207	8 242	8 844	8 429	8 339
	<i>9,0</i>	<i>12,0</i>	<i>-2,3</i>	<i>32,8</i>	<i>7,3</i>	<i>-4,7</i>	<i>-1,1</i>
Importations de biens et services	9 019	9 411	9 201	9 525	10 128	10 335	10 356
	<i>11,8</i>	<i>4,3</i>	<i>-2,2</i>	<i>3,5</i>	<i>6,3</i>	<i>2,0</i>	<i>0,2</i>
Produit intérieur brut aux prix du marché	11 715	12 322	12 515	14 564	15 471	15 248	15 302
	<i>5,5</i>	<i>5,2</i>	<i>1,6</i>	<i>16,4</i>	<i>6,2</i>	<i>-1,4</i>	<i>0,4</i>
PIB aux prix de base, par industrie							
Industries productrices de biens	3 286	3 614	3 507	4 563	5 059	4 848	4 762
	<i>12,2</i>	<i>10,0</i>	<i>-3,0</i>	<i>30,1</i>	<i>10,9</i>	<i>-4,2</i>	<i>-1,8</i>
Industries productrices de services	7 285	7 444	7 634	7 987	8 164	8 200	8 259
	<i>3,4</i>	<i>2,2</i>	<i>2,6</i>	<i>4,6</i>	<i>2,2</i>	<i>0,4</i>	<i>0,7</i>
Production industrielle	2 234	2 645	2 454	3 511	3 934	3 664	3 579
	<i>10,1</i>	<i>18,4</i>	<i>-7,2</i>	<i>43,1</i>	<i>12,0</i>	<i>-6,9</i>	<i>-2,3</i>
Fabrication de biens non durables	609	616	575	658	673	683	670
	<i>10,5</i>	<i>1,1</i>	<i>-6,7</i>	<i>14,4</i>	<i>2,3</i>	<i>1,5</i>	<i>-1,9</i>
Fabrication de biens durables	182	220	246	160	189	224	228
	<i>50,4</i>	<i>20,9</i>	<i>11,8</i>	<i>-35,0</i>	<i>18,1</i>	<i>18,5</i>	<i>1,8</i>
Fabrication	816	852	821	819	864	912	898
	<i>20,4</i>	<i>4,4</i>	<i>-3,6</i>	<i>-0,2</i>	<i>5,5</i>	<i>5,6</i>	<i>-1,5</i>
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	365	358	346	352	355	386	358
	<i>15,1</i>	<i>-1,9</i>	<i>-3,4</i>	<i>1,7</i>	<i>0,9</i>	<i>8,7</i>	<i>-7,3</i>
Construction	670	588	683	677	723	799	851
	<i>18,4</i>	<i>-12,2</i>	<i>16,2</i>	<i>-0,9</i>	<i>6,8</i>	<i>10,5</i>	<i>6,5</i>
Commerce de gros	435	445	446	452	458	461	475
	<i>10,1</i>	<i>2,3</i>	<i>0,2</i>	<i>1,3</i>	<i>1,3</i>	<i>0,7</i>	<i>3,0</i>
Commerce de détail	621	664	698	741	764	780	786
	<i>5,6</i>	<i>6,9</i>	<i>5,1</i>	<i>6,2</i>	<i>3,1</i>	<i>2,1</i>	<i>0,8</i>

1 La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne, en italique, représente la variation en pourcentage.
 2 L'épargne personnelle divisée par le revenu personnel disponible, multiplié par 100.

Indicateurs principaux des comptes économiques, Île-du-Prince-Édouard[1]

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
millions de dollars aux prix courants							
PIB en termes de revenus et de dépenses							
Rémunération des salariés	1 612	1 746	1 812	1 902	2 008	2 089	2 181
	<i>6,7</i>	<i>8,3</i>	<i>3,8</i>	<i>5,0</i>	<i>5,6</i>	<i>4,0</i>	<i>4,4</i>
Bénéfices des sociétés avant impôts	344	362	368	388	403	421	423
	<i>13,5</i>	<i>5,2</i>	<i>1,7</i>	<i>5,4</i>	<i>3,9</i>	<i>4,5</i>	<i>0,5</i>
Intérêts et revenus divers de placements	124	135	150	141	134	139	142
	<i>-10,8</i>	<i>8,9</i>	<i>11,1</i>	<i>-6,0</i>	<i>-5,0</i>	<i>3,7</i>	<i>2,2</i>
Revenu net des entreprises individuelles	269	280	303	312	322	330	342
	<i>4,3</i>	<i>4,1</i>	<i>8,2</i>	<i>3,0</i>	<i>3,2</i>	<i>2,5</i>	<i>3,6</i>
Impôts moins subventions	385	407	381	451	461	486	514
	<i>5,5</i>	<i>5,7</i>	<i>-6,4</i>	<i>18,4</i>	<i>2,2</i>	<i>5,4</i>	<i>5,8</i>
Revenu personnel disponible	2 266	2 420	2 467	2 592	2 636	2 746	2 805
	<i>5,2</i>	<i>6,8</i>	<i>1,9</i>	<i>5,1</i>	<i>1,7</i>	<i>4,2</i>	<i>2,1</i>
Taux d'épargne personnelle[2]	3,3	1,9	0,6	0,0	-2,6	-2,4	-6,0

millions de dollars enchaînés (1997)							
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	2 102	2 195	2 224	2 308	2 353	2 401	2 467
	<i>3,8</i>	<i>4,4</i>	<i>1,3</i>	<i>3,8</i>	<i>1,9</i>	<i>2,0</i>	<i>2,7</i>
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	963	940	977	990	1 048	1 094	1 108
	<i>7,1</i>	<i>-2,4</i>	<i>3,9</i>	<i>1,3</i>	<i>5,9</i>	<i>4,4</i>	<i>1,3</i>
Formation brute de capital fixe	586	622	641	674	726	733	780
	<i>17,2</i>	<i>6,1</i>	<i>3,1</i>	<i>5,1</i>	<i>7,7</i>	<i>1,0</i>	<i>6,4</i>
Investissements en stocks	12	74	-46	56	25	27	3

Exportations de biens et services	1 704	1 772	1 747	1 758	1 794	1 885	1 942
	<i>8,6</i>	<i>4,0</i>	<i>-1,4</i>	<i>0,6</i>	<i>2,0</i>	<i>5,1</i>	<i>3,0</i>
Importations de biens et services	2 317	2 496	2 476	2 533	2 646	2 787	2 890
	<i>10,5</i>	<i>7,7</i>	<i>-0,8</i>	<i>2,3</i>	<i>4,5</i>	<i>5,3</i>	<i>3,7</i>
Produit intérieur brut aux prix du marché	3 052	3 111	3 078	3 255	3 304	3 365	3 431
	<i>4,2</i>	<i>1,9</i>	<i>-1,1</i>	<i>5,8</i>	<i>1,5</i>	<i>1,8</i>	<i>2,0</i>
PIB aux prix de base, par industrie							
Industries productrices de biens	710	724	682	740	754	770	763
	<i>7,3</i>	<i>2,0</i>	<i>-5,8</i>	<i>8,5</i>	<i>1,9</i>	<i>2,1</i>	<i>-0,9</i>
Industries productrices de services	2 049	2 091	2 130	2 216	2 263	2 311	2 377
	<i>2,9</i>	<i>2,0</i>	<i>1,9</i>	<i>4,0</i>	<i>2,1</i>	<i>2,1</i>	<i>2,9</i>
Production industrielle	363	379	364	378	406	430	443
	<i>13,4</i>	<i>4,4</i>	<i>-4,0</i>	<i>3,8</i>	<i>7,4</i>	<i>5,9</i>	<i>3,0</i>
Fabrication de biens non durables	228	241	243	249	269	271	275
	<i>7,5</i>	<i>5,7</i>	<i>0,8</i>	<i>2,5</i>	<i>8,0</i>	<i>0,7</i>	<i>1,5</i>
Fabrication de biens durables	94	102	84	87	95	116	124
	<i>32,4</i>	<i>8,5</i>	<i>-17,6</i>	<i>3,6</i>	<i>9,2</i>	<i>22,1</i>	<i>6,9</i>
Fabrication	315	336	320	334	361	385	397
	<i>12,1</i>	<i>6,7</i>	<i>-4,8</i>	<i>4,4</i>	<i>8,1</i>	<i>6,6</i>	<i>3,1</i>
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	203	196	159	210	200	197	178
	<i>-1,9</i>	<i>-3,4</i>	<i>-18,9</i>	<i>32,1</i>	<i>-4,8</i>	<i>-1,5</i>	<i>-9,6</i>
Construction	145	149	161	167	168	163	169
	<i>6,6</i>	<i>2,8</i>	<i>8,1</i>	<i>3,7</i>	<i>0,6</i>	<i>-3,0</i>	<i>3,7</i>
Commerce de gros	109	112	108	112	114	118	123
	<i>-1,8</i>	<i>2,8</i>	<i>-3,6</i>	<i>3,7</i>	<i>1,8</i>	<i>3,5</i>	<i>4,2</i>
Commerce de détail	182	200	213	222	224	229	238
	<i>6,4</i>	<i>9,9</i>	<i>6,5</i>	<i>4,2</i>	<i>0,9</i>	<i>2,2</i>	<i>3,9</i>

1 La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne, en italique, représente la variation en pourcentage.
 2 L'épargne personnelle divisée par le revenu personnel disponible, multiplié par 100.

Indicateurs principaux des comptes économiques, Nouvelle-Écosse[1]

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
millions de dollars aux prix courants							
PIB en termes de revenus et de dépenses							
Rémunération des salariés	12 416 <i>8,0</i>	13 107 <i>5,6</i>	13 606 <i>3,8</i>	14 336 <i>5,4</i>	14 868 <i>3,7</i>	15 304 <i>2,9</i>	16 098 <i>5,2</i>
Bénéfices des sociétés avant impôts	1 832 <i>20,1</i>	2 281 <i>24,5</i>	2 432 <i>6,6</i>	2 386 <i>-1,9</i>	2 785 <i>16,7</i>	3 106 <i>11,5</i>	3 491 <i>12,4</i>
Intérêts et revenus divers de placements	1 155 <i>4,8</i>	1 263 <i>9,4</i>	1 288 <i>2,0</i>	1 182 <i>-8,2</i>	1 223 <i>3,5</i>	1 242 <i>1,6</i>	1 232 <i>-0,8</i>
Revenu net des entreprises individuelles	1 746 <i>6,5</i>	1 772 <i>1,5</i>	1 886 <i>6,4</i>	2 011 <i>6,6</i>	2 098 <i>4,3</i>	2 174 <i>3,6</i>	2 279 <i>4,8</i>
Impôts moins subventions	2 892 <i>5,1</i>	2 999 <i>3,7</i>	3 172 <i>5,8</i>	3 475 <i>9,6</i>	3 701 <i>6,5</i>	3 827 <i>3,4</i>	4 008 <i>4,7</i>
Revenu personnel disponible	16 827 <i>4,9</i>	17 526 <i>4,2</i>	18 126 <i>3,4</i>	18 699 <i>3,2</i>	19 247 <i>2,9</i>	19 787 <i>2,8</i>	20 582 <i>4,0</i>
Taux d'épargne personnelle[2]	3,8 ...	2,3 ...	2,9 ...	0,4 ...	-1,4 ...	-3,0 ...	-3,8 ...
millions de dollars enchaînés (1997)							
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	15 378 <i>4,2</i>	15 746 <i>2,4</i>	15 914 <i>1,1</i>	16 544 <i>4,0</i>	16 918 <i>2,3</i>	17 331 <i>2,4</i>	17 706 <i>2,2</i>
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	6 830 <i>1,9</i>	6 846 <i>0,2</i>	6 970 <i>1,8</i>	7 167 <i>2,8</i>	7 231 <i>0,9</i>	7 395 <i>2,3</i>	7 653 <i>3,5</i>
Formation brute de capital fixe	5 424 <i>23,4</i>	4 831 <i>-10,9</i>	5 067 <i>4,9</i>	5 454 <i>7,6</i>	5 519 <i>1,2</i>	5 681 <i>2,9</i>	5 960 <i>4,9</i>
Investissements en stocks	76 ...	190 ...	85 ...	-120 ...	42 ...	124 ...	53 ...
Exportations de biens et services	10 207 <i>5,6</i>	11 170 <i>9,4</i>	11 679 <i>4,6</i>	12 302 <i>5,3</i>	12 347 <i>0,4</i>	12 666 <i>2,6</i>	12 624 <i>-0,3</i>
Importations de biens et services	15 647 <i>8,2</i>	15 832 <i>1,2</i>	16 041 <i>1,3</i>	16 650 <i>3,8</i>	17 163 <i>3,1</i>	17 947 <i>4,6</i>	18 532 <i>3,3</i>
Produit intérieur brut aux prix du marché	22 285 <i>5,5</i>	22 970 <i>3,1</i>	23 700 <i>3,2</i>	24 702 <i>4,2</i>	24 925 <i>0,9</i>	25 271 <i>1,4</i>	25 553 <i>1,1</i>
PIB aux prix de base, par industrie							
Industries productrices de biens	4 908 <i>10,3</i>	5 034 <i>2,6</i>	5 250 <i>4,3</i>	5 546 <i>5,6</i>	5 448 <i>-1,8</i>	5 514 <i>1,2</i>	5 518 <i>0,1</i>
Industries productrices de services	15 334 <i>4,8</i>	15 790 <i>3,0</i>	16 288 <i>3,2</i>	17 016 <i>4,5</i>	17 326 <i>1,8</i>	17 572 <i>1,4</i>	17 921 <i>2,0</i>
Production industrielle	2 952 <i>4,9</i>	3 217 <i>9,0</i>	3 283 <i>2,1</i>	3 553 <i>8,2</i>	3 332 <i>-6,2</i>	3 400 <i>2,0</i>	3 450 <i>1,5</i>
Fabrication de biens non durables	1 393 <i>16,4</i>	1 292 <i>-7,3</i>	1 321 <i>2,2</i>	1 377 <i>4,2</i>	1 392 <i>1,1</i>	1 418 <i>1,9</i>	1 417 <i>-0,1</i>
Fabrication de biens durables	767 <i>-0,4</i>	888 <i>15,8</i>	861 <i>-3,0</i>	1 003 <i>16,5</i>	926 <i>-7,7</i>	990 <i>6,9</i>	1 005 <i>1,5</i>
Fabrication	2 131 <i>8,6</i>	2 130 <i>-0,0</i>	2 133 <i>0,1</i>	2 326 <i>9,0</i>	2 272 <i>-2,3</i>	2 356 <i>3,7</i>	2 379 <i>1,0</i>
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	588 <i>16,2</i>	608 <i>3,4</i>	679 <i>11,7</i>	680 <i>0,1</i>	716 <i>5,3</i>	690 <i>-3,6</i>	649 <i>-5,9</i>
Construction	1 357 <i>20,2</i>	1 161 <i>-14,4</i>	1 245 <i>7,2</i>	1 274 <i>2,3</i>	1 377 <i>8,1</i>	1 398 <i>1,5</i>	1 388 <i>-0,7</i>
Commerce de gros	998 <i>12,3</i>	1 027 <i>2,9</i>	1 012 <i>-1,5</i>	1 057 <i>4,4</i>	1 099 <i>4,0</i>	1 128 <i>2,6</i>	1 163 <i>3,1</i>
Commerce de détail	1 290 <i>8,2</i>	1 368 <i>6,0</i>	1 474 <i>7,7</i>	1 521 <i>3,2</i>	1 500 <i>-1,4</i>	1 564 <i>4,3</i>	1 609 <i>2,9</i>

1 La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne, en italique, représente la variation en pourcentage.
2 L'épargne personnelle divisée par le revenu personnel disponible, multiplié par 100.

Indicateurs principaux des comptes économiques, Nouveau-Brunswick[1]

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
millions de dollars aux prix courants							
PIB en termes de revenus et de dépenses							
Rémunération des salariés	9 995 <i>7,3</i>	10 604 <i>6,1</i>	10 656 <i>0,5</i>	11 105 <i>4,2</i>	11 640 <i>4,8</i>	11 903 <i>2,3</i>	12 320 <i>3,5</i>
Bénéfices des sociétés avant impôts	1 769 <i>35,8</i>	1 846 <i>4,4</i>	1 904 <i>3,1</i>	1 849 <i>-2,9</i>	1 862 <i>0,7</i>	2 292 <i>23,1</i>	2 162 <i>-5,7</i>
Intérêts et revenus divers de placements	1 287 <i>5,0</i>	1 345 <i>4,5</i>	1 320 <i>-1,9</i>	1 164 <i>-11,8</i>	1 190 <i>2,2</i>	1 168 <i>-1,8</i>	1 253 <i>7,3</i>
Revenu net des entreprises individuelles	1 235 <i>4,7</i>	1 253 <i>1,5</i>	1 321 <i>5,4</i>	1 345 <i>1,8</i>	1 361 <i>1,2</i>	1 441 <i>5,9</i>	1 535 <i>6,5</i>
Impôts moins subventions	2 297 <i>6,1</i>	2 430 <i>5,8</i>	2 567 <i>5,6</i>	2 770 <i>7,9</i>	2 913 <i>5,2</i>	2 979 <i>2,3</i>	3 083 <i>3,5</i>
Revenu personnel disponible	13 189 <i>4,8</i>	13 730 <i>4,1</i>	14 167 <i>3,2</i>	14 438 <i>1,9</i>	14 904 <i>3,2</i>	15 268 <i>2,4</i>	15 708 <i>2,9</i>
Taux d'épargne personnelle[2]	6,4 ...	4,9 ...	5,7 ...	2,6 ...	2,3 ...	0,3 ...	-1,4 ...
millions de dollars enchaînés (1997)							
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	11 759 <i>4,0</i>	12 100 <i>2,9</i>	12 203 <i>0,9</i>	12 625 <i>3,5</i>	12 824 <i>1,6</i>	13 174 <i>2,7</i>	13 517 <i>2,6</i>
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	5 078 <i>2,9</i>	4 923 <i>-3,1</i>	4 961 <i>0,8</i>	5 078 <i>2,4</i>	5 196 <i>2,3</i>	5 275 <i>1,5</i>	5 385 <i>2,1</i>
Formation brute de capital fixe	4 071 <i>27,9</i>	4 140 <i>1,7</i>	3 515 <i>-15,1</i>	3 621 <i>3,0</i>	4 075 <i>12,5</i>	4 310 <i>5,8</i>	4 558 <i>5,8</i>
Investissements en stocks	99 ...	217 ...	14 ...	58 ...	81 ...	70 ...	2 ...
Exportations de biens et services	12 625 <i>6,0</i>	13 008 <i>3,0</i>	14 534 <i>11,7</i>	14 984 <i>3,1</i>	15 020 <i>0,2</i>	15 251 <i>1,5</i>	15 199 <i>-0,3</i>
Importations de biens et services	15 095 <i>9,9</i>	15 460 <i>2,4</i>	16 063 <i>3,9</i>	16 369 <i>1,9</i>	16 805 <i>2,7</i>	17 334 <i>3,1</i>	17 778 <i>2,6</i>
Produit intérieur brut aux prix du marché	18 553 <i>6,2</i>	18 942 <i>2,1</i>	19 257 <i>1,7</i>	20 105 <i>4,4</i>	20 449 <i>1,7</i>	20 867 <i>2,0</i>	20 967 <i>0,5</i>
PIB aux prix de base, par industrie							
Industries productrices de biens	5 333 <i>10,4</i>	5 459 <i>2,4</i>	5 361 <i>-1,8</i>	5 609 <i>4,6</i>	5 820 <i>3,8</i>	6 004 <i>3,2</i>	5 783 <i>-3,7</i>
Industries productrices de services	11 558 <i>4,5</i>	11 872 <i>2,7</i>	12 222 <i>2,9</i>	12 700 <i>3,9</i>	12 879 <i>1,4</i>	13 078 <i>1,5</i>	13 343 <i>2,0</i>
Production industrielle	3 514 <i>6,8</i>	3 611 <i>2,8</i>	3 496 <i>-3,2</i>	3 644 <i>4,2</i>	3 657 <i>0,4</i>	3 718 <i>1,7</i>	3 572 <i>-3,9</i>
Fabrication de biens non durables	1 552 <i>5,9</i>	1 726 <i>11,2</i>	1 648 <i>-4,5</i>	1 785 <i>8,3</i>	1 688 <i>-5,4</i>	1 786 <i>5,8</i>	1 641 <i>-8,1</i>
Fabrication de biens durables	1 014 <i>14,8</i>	1 011 <i>-0,3</i>	986 <i>-2,5</i>	1 055 <i>7,0</i>	1 081 <i>2,5</i>	1 101 <i>1,9</i>	1 090 <i>-1,0</i>
Fabrication	2 558 <i>8,7</i>	2 735 <i>6,9</i>	2 686 <i>-1,8</i>	2 886 <i>7,4</i>	2 815 <i>-2,5</i>	2 934 <i>4,2</i>	2 775 <i>-5,4</i>
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	708 <i>10,3</i>	722 <i>2,0</i>	855 <i>18,4</i>	948 <i>10,9</i>	951 <i>0,3</i>	1 003 <i>5,5</i>	966 <i>-3,7</i>
Construction	1 113 <i>23,5</i>	1 127 <i>1,3</i>	1 009 <i>-10,5</i>	1 013 <i>0,4</i>	1 195 <i>18,0</i>	1 265 <i>5,9</i>	1 228 <i>-2,9</i>
Commerce de gros	755 <i>2,2</i>	774 <i>2,5</i>	811 <i>4,8</i>	839 <i>3,5</i>	864 <i>3,0</i>	883 <i>2,2</i>	893 <i>1,1</i>
Commerce de détail	998 <i>4,8</i>	1 080 <i>8,2</i>	1 105 <i>2,3</i>	1 141 <i>3,3</i>	1 149 <i>0,7</i>	1 187 <i>3,3</i>	1 233 <i>3,9</i>

1 La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne, en italique, représente la variation en pourcentage.
2 L'épargne personnelle divisée par le revenu personnel disponible, multiplié par 100.

Indicateurs principaux des comptes économiques, Québec[1]

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
millions de dollars aux prix courants							
PIB en termes de revenus et de dépenses							
Rémunération des salariés	108 173	117 658	121 990	127 524	132 849	137 470	142 846
	<i>5,6</i>	<i>8,8</i>	<i>3,7</i>	<i>4,5</i>	<i>4,2</i>	<i>3,5</i>	<i>3,9</i>
Bénéfices des sociétés avant impôts	23 065	23 761	22 523	23 428	23 243	27 778	28 218
	<i>32,4</i>	<i>3,0</i>	<i>-5,2</i>	<i>4,0</i>	<i>-0,8</i>	<i>19,5</i>	<i>1,6</i>
Intérêts et revenus divers de placements	12 825	14 028	13 888	13 904	14 276	15 268	16 365
	<i>1,9</i>	<i>9,4</i>	<i>-1,0</i>	<i>0,1</i>	<i>2,7</i>	<i>6,9</i>	<i>7,2</i>
Revenu net des entreprises individuelles	12 084	12 416	13 150	13 992	14 672	15 374	16 291
	<i>5,2</i>	<i>2,7</i>	<i>5,9</i>	<i>6,4</i>	<i>4,9</i>	<i>4,8</i>	<i>6,0</i>
Impôts moins subventions	28 751	30 080	30 163	32 372	33 173	34 654	35 719
	<i>5,3</i>	<i>4,6</i>	<i>0,3</i>	<i>7,3</i>	<i>2,5</i>	<i>4,5</i>	<i>3,1</i>
Revenu personnel disponible	131 076	139 159	145 505	151 676	157 427	163 268	168 092
	<i>4,5</i>	<i>6,2</i>	<i>4,6</i>	<i>4,2</i>	<i>3,8</i>	<i>3,7</i>	<i>3,0</i>
Taux d'épargne personnelle[2]	3,4	3,8	4,7	4,0	3,0	2,1	-0,5

millions de dollars enchaînés (1997)							
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	120 924	124 959	127 593	131 719	136 076	140 467	145 493
	<i>3,5</i>	<i>3,3</i>	<i>2,1</i>	<i>3,2</i>	<i>3,3</i>	<i>3,2</i>	<i>3,6</i>
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	42 715	43 936	45 577	46 757	48 016	49 199	49 729
	<i>2,6</i>	<i>2,9</i>	<i>3,7</i>	<i>2,6</i>	<i>2,7</i>	<i>2,5</i>	<i>1,1</i>
Formation brute de capital fixe	36 605	37 857	38 363	40 815	43 351	47 973	48 381
	<i>8,9</i>	<i>3,4</i>	<i>1,3</i>	<i>6,4</i>	<i>6,2</i>	<i>10,7</i>	<i>0,9</i>
Investissements en stocks	2 487	3 029	-1 222	-644	840	1 248	2 875

Exportations de biens et services	122 269	135 478	132 800	132 739	131 922	133 540	137 121
	<i>11,5</i>	<i>10,8</i>	<i>-2,0</i>	<i>-0,0</i>	<i>-0,6</i>	<i>1,2</i>	<i>2,7</i>
Importations de biens et services	118 506	129 842	124 549	126 566	130 691	137 772	144 510
	<i>9,1</i>	<i>9,6</i>	<i>-4,1</i>	<i>1,6</i>	<i>3,3</i>	<i>5,4</i>	<i>4,9</i>
Produit intérieur brut aux prix du marché	206 467	215 424	218 626	224 574	229 244	234 445	239 532
	<i>6,2</i>	<i>4,3</i>	<i>1,5</i>	<i>2,7</i>	<i>2,1</i>	<i>2,3</i>	<i>2,2</i>
PIB aux prix de base, par industrie							
Industries productrices de biens	65 542	70 817	70 016	71 425	71 615	73 573	74 137
	<i>7,9</i>	<i>8,0</i>	<i>-1,1</i>	<i>2,0</i>	<i>0,3</i>	<i>2,7</i>	<i>0,8</i>
Industries productrices de services	126 936	130 587	134 223	138 933	142 948	146 264	150 541
	<i>5,7</i>	<i>2,9</i>	<i>2,8</i>	<i>3,5</i>	<i>2,9</i>	<i>2,3</i>	<i>2,9</i>
Production industrielle	53 157	57 648	55 973	56 399	55 718	56 284	56 881
	<i>9,9</i>	<i>8,4</i>	<i>-2,9</i>	<i>0,8</i>	<i>-1,2</i>	<i>1,0</i>	<i>1,1</i>
Fabrication de biens non durables	18 487	19 966	20 907	21 232	21 032	20 767	20 602
	<i>2,0</i>	<i>8,0</i>	<i>4,7</i>	<i>1,6</i>	<i>-0,9</i>	<i>-1,3</i>	<i>-0,8</i>
Fabrication de biens durables	25 262	28 129	26 036	25 378	24 860	25 866	26 499
	<i>18,7</i>	<i>11,3</i>	<i>-7,4</i>	<i>-2,5</i>	<i>-2,0</i>	<i>4,0</i>	<i>2,4</i>
Fabrication	43 711	48 090	46 784	46 402	45 695	46 394	46 856
	<i>10,8</i>	<i>10,0</i>	<i>-2,7</i>	<i>-0,8</i>	<i>-1,5</i>	<i>1,5</i>	<i>1,0</i>
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	3 897	3 784	4 072	4 015	4 209	4 398	4 364
	<i>11,4</i>	<i>-2,9</i>	<i>7,6</i>	<i>-1,4</i>	<i>4,8</i>	<i>4,5</i>	<i>-0,8</i>
Construction	8 480	9 287	9 824	10 925	11 608	12 821	12 767
	<i>-4,0</i>	<i>9,5</i>	<i>5,8</i>	<i>11,2</i>	<i>6,3</i>	<i>10,4</i>	<i>-0,4</i>
Commerce de gros	9 806	10 469	10 757	11 223	11 822	12 410	13 323
	<i>4,3</i>	<i>6,8</i>	<i>2,8</i>	<i>4,3</i>	<i>5,3</i>	<i>5,0</i>	<i>7,4</i>
Commerce de détail	10 798	11 401	11 864	12 590	13 038	13 538	14 083
	<i>5,3</i>	<i>5,6</i>	<i>4,1</i>	<i>6,1</i>	<i>3,6</i>	<i>3,8</i>	<i>4,0</i>

1 La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne, en italique, représente la variation en pourcentage.
 2 L'épargne personnelle divisée par le revenu personnel disponible, multiplié par 100.

Indicateurs principaux des comptes économiques, Ontario[1]

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
millions de dollars aux prix courants							
PIB en termes de revenus et de dépenses							
Rémunération des salariés	214 520	233 876	242 939	251 226	261 986	272 340	285 507
	<i>7,3</i>	<i>9,0</i>	<i>3,9</i>	<i>3,4</i>	<i>4,3</i>	<i>4,0</i>	<i>4,8</i>
Bénéfices des sociétés avant impôts	49 738	54 356	49 344	60 829	57 962	66 141	65 954
	<i>25,9</i>	<i>9,3</i>	<i>-9,2</i>	<i>23,3</i>	<i>-4,7</i>	<i>14,1</i>	<i>-0,3</i>
Intérêts et revenus divers de placements	16 936	18 252	16 996	15 982	16 145	17 109	17 595
	<i>-1,1</i>	<i>7,8</i>	<i>-6,9</i>	<i>-6,0</i>	<i>1,0</i>	<i>6,0</i>	<i>2,8</i>
Revenu net des entreprises individuelles	25 553	27 684	29 267	31 787	32 600	34 137	35 323
	<i>6,2</i>	<i>8,3</i>	<i>5,7</i>	<i>8,6</i>	<i>2,6</i>	<i>4,7</i>	<i>3,5</i>
Impôts moins subventions	54 934	56 975	59 016	61 416	61 663	65 235	67 950
	<i>6,8</i>	<i>3,7</i>	<i>3,6</i>	<i>4,1</i>	<i>0,4</i>	<i>5,8</i>	<i>4,2</i>
Revenu personnel disponible	244 136	265 316	274 607	284 681	295 718	305 449	316 327
	<i>5,5</i>	<i>8,7</i>	<i>3,5</i>	<i>3,7</i>	<i>3,9</i>	<i>3,3</i>	<i>3,6</i>
Taux d'épargne personnelle[2]	6,5	7,6	6,8	5,0	4,1	2,8	1,2

millions de dollars enchaînés (1997)							
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	216 622	227 244	232 929	242 082	249 979	257 994	267 398
	<i>4,6</i>	<i>4,9</i>	<i>2,5</i>	<i>3,9</i>	<i>3,3</i>	<i>3,2</i>	<i>3,6</i>
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	66 158	68 306	71 227	73 116	75 897	78 553	81 626
	<i>2,4</i>	<i>3,2</i>	<i>4,3</i>	<i>2,7</i>	<i>3,8</i>	<i>3,5</i>	<i>3,9</i>
Formation brute de capital fixe	73 241	75 778	77 548	78 531	82 802	85 573	88 926
	<i>11,6</i>	<i>3,5</i>	<i>2,3</i>	<i>1,3</i>	<i>5,4</i>	<i>3,3</i>	<i>3,9</i>
Investissements en stocks	1 120	4 512	-628	1 238	3 445	3 453	4 084

Exportations de biens et services	289 805	312 492	303 183	307 631	305 148	322 188	331 211
	<i>11,3</i>	<i>7,8</i>	<i>-3,0</i>	<i>1,5</i>	<i>-0,8</i>	<i>5,6</i>	<i>2,8</i>
Importations de biens et services	241 940	259 584	247 543	252 424	260 802	279 275	292 545
	<i>8,4</i>	<i>7,3</i>	<i>-4,6</i>	<i>2,0</i>	<i>3,3</i>	<i>7,1</i>	<i>4,8</i>
Produit intérieur brut aux prix du marché	405 034	429 105	436 762	450 636	457 649	470 026	483 253
	<i>7,5</i>	<i>5,9</i>	<i>1,8</i>	<i>3,2</i>	<i>1,6</i>	<i>2,7</i>	<i>2,8</i>
PIB aux prix de base, par industrie							
Industries productrices de biens	118 134	125 845	122 673	126 974	127 639	131 457	133 155
	<i>8,3</i>	<i>6,5</i>	<i>-2,5</i>	<i>3,5</i>	<i>0,5</i>	<i>3,0</i>	<i>1,3</i>
Industries productrices de services	255 058	270 266	279 424	287 499	294 000	301 992	311 383
	<i>7,3</i>	<i>6,0</i>	<i>3,4</i>	<i>2,9</i>	<i>2,3</i>	<i>2,7</i>	<i>3,1</i>
Production industrielle	95 310	102 504	98 063	101 240	100 885	104 629	105 876
	<i>7,2</i>	<i>7,5</i>	<i>-4,3</i>	<i>3,2</i>	<i>-0,4</i>	<i>3,7</i>	<i>1,2</i>
Fabrication de biens non durables	29 052	31 247	32 140	32 963	32 951	33 951	33 541
	<i>1,5</i>	<i>7,6</i>	<i>2,9</i>	<i>2,6</i>	<i>-0,0</i>	<i>3,0</i>	<i>-1,2</i>
Fabrication de biens durables	53 526	58 033	52 833	54 364	54 505	56 831	58 251
	<i>11,6</i>	<i>8,4</i>	<i>-9,0</i>	<i>2,9</i>	<i>0,3</i>	<i>4,3</i>	<i>2,5</i>
Fabrication	82 814	89 873	85 316	87 281	87 414	90 749	92 956
	<i>8,1</i>	<i>8,5</i>	<i>-5,1</i>	<i>2,3</i>	<i>0,2</i>	<i>3,8</i>	<i>2,4</i>
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	4 886	4 671	4 418	4 401	4 468	4 530	4 673
	<i>9,8</i>	<i>-4,4</i>	<i>-5,4</i>	<i>-0,4</i>	<i>1,5</i>	<i>1,4</i>	<i>3,2</i>
Construction	17 963	18 552	20 090	21 361	22 326	22 331	22 658
	<i>14,4</i>	<i>3,3</i>	<i>8,3</i>	<i>6,3</i>	<i>4,5</i>	<i>0,0</i>	<i>1,5</i>
Commerce de gros	24 339	26 245	26 501	27 286	28 553	30 035	32 213
	<i>11,8</i>	<i>7,8</i>	<i>1,0</i>	<i>3,0</i>	<i>4,6</i>	<i>5,2</i>	<i>7,3</i>
Commerce de détail	18 618	19 962	20 875	22 399	23 010	23 733	24 624
	<i>5,0</i>	<i>7,2</i>	<i>4,6</i>	<i>7,3</i>	<i>2,7</i>	<i>3,1</i>	<i>3,8</i>

1 La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne, en italique, représente la variation en pourcentage.
 2 L'épargne personnelle divisée par le revenu personnel disponible, multiplié par 100.

Indicateurs principaux des comptes économiques, Manitoba[1]

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
millions de dollars aux prix courants							
PIB en termes de revenus et de dépenses							
Rémunération des salariés	16 275 <i>3,8</i>	17 146 <i>5,4</i>	17 733 <i>3,4</i>	18 581 <i>4,8</i>	19 304 <i>3,9</i>	20 039 <i>3,8</i>	20 942 <i>4,5</i>
Bénéfices des sociétés avant impôts	2 600 <i>8,7</i>	2 890 <i>11,2</i>	2 796 <i>-3,3</i>	3 029 <i>8,3</i>	3 615 <i>19,3</i>	4 258 <i>17,8</i>	4 527 <i>6,3</i>
Intérêts et revenus divers de placements	2 702 <i>2,7</i>	3 041 <i>12,5</i>	3 011 <i>-1,0</i>	2 697 <i>-10,4</i>	2 019 <i>-25,1</i>	2 493 <i>23,5</i>	3 084 <i>23,7</i>
Revenu net des entreprises individuelles	2 209 <i>4,2</i>	2 245 <i>1,6</i>	2 357 <i>5,0</i>	2 471 <i>4,8</i>	2 506 <i>1,4</i>	2 609 <i>4,1</i>	2 728 <i>4,6</i>
Impôts moins subventions	4 010 <i>-1,3</i>	4 259 <i>6,2</i>	4 399 <i>3,3</i>	4 810 <i>9,3</i>	4 782 <i>-0,6</i>	4 854 <i>1,5</i>	4 925 <i>1,5</i>
Revenu personnel disponible	21 133 <i>3,0</i>	22 102 <i>4,6</i>	22 974 <i>3,9</i>	23 524 <i>2,4</i>	24 199 <i>2,9</i>	25 052 <i>3,5</i>	25 568 <i>2,1</i>
Taux d'épargne personnelle[2]	4,8 ...	4,9 ...	4,8 ...	2,6 ...	1,7 ...	0,3 ...	-2,6 ...
millions de dollars enchaînés (1997)							
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	19 202 <i>2,1</i>	19 629 <i>2,2</i>	20 000 <i>1,9</i>	20 567 <i>2,8</i>	20 995 <i>2,1</i>	21 719 <i>3,4</i>	22 384 <i>3,1</i>
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	7 064 <i>5,5</i>	7 201 <i>1,9</i>	7 460 <i>3,6</i>	7 748 <i>3,9</i>	7 874 <i>1,6</i>	8 046 <i>2,2</i>	8 204 <i>2,0</i>
Formation brute de capital fixe	5 692 <i>5,5</i>	5 598 <i>-1,7</i>	5 810 <i>3,8</i>	6 170 <i>6,2</i>	6 308 <i>2,2</i>	6 789 <i>7,6</i>	7 176 <i>5,7</i>
Investissements en stocks	202 ...	517 ...	-142 ...	230 ...	611 ...	141 ...	58 ...
Exportations de biens et services	19 632 <i>2,7</i>	20 634 <i>5,1</i>	21 144 <i>2,5</i>	21 258 <i>0,5</i>	21 650 <i>1,8</i>	22 588 <i>4,3</i>	23 321 <i>3,2</i>
Importations de biens et services	20 296 <i>4,9</i>	20 729 <i>2,1</i>	21 170 <i>2,1</i>	22 277 <i>5,2</i>	23 084 <i>3,6</i>	24 090 <i>4,4</i>	24 983 <i>3,7</i>
Produit intérieur brut aux prix du marché	31 503 <i>1,6</i>	32 846 <i>4,3</i>	33 111 <i>0,8</i>	33 735 <i>1,9</i>	34 338 <i>1,8</i>	35 136 <i>2,3</i>	36 073 <i>2,7</i>
PIB aux prix de base, par industrie							
Industries productrices de biens	7 980 <i>-4,5</i>	8 611 <i>7,9</i>	8 216 <i>-4,6</i>	8 281 <i>0,8</i>	8 330 <i>0,6</i>	8 595 <i>3,2</i>	8 818 <i>2,6</i>
Industries productrices de services	21 145 <i>4,1</i>	21 826 <i>3,2</i>	22 432 <i>2,8</i>	23 080 <i>2,9</i>	23 475 <i>1,7</i>	23 903 <i>1,8</i>	24 602 <i>2,9</i>
Production industrielle	5 138 <i>-6,1</i>	5 641 <i>9,8</i>	5 458 <i>-3,2</i>	5 495 <i>0,7</i>	5 329 <i>-3,0</i>	5 659 <i>6,2</i>	6 066 <i>7,2</i>
Fabrication	3 553 <i>-6,9</i>	3 898 <i>9,7</i>	3 757 <i>-3,6</i>	3 828 <i>1,9</i>	3 852 <i>0,6</i>	4 053 <i>5,2</i>	4 120 <i>1,7</i>
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	1 567 <i>2,0</i>	1 771 <i>13,0</i>	1 469 <i>-17,1</i>	1 551 <i>5,6</i>	1 706 <i>10,0</i>	1 582 <i>-7,3</i>	1 337 <i>-15,5</i>
Construction	1 296 <i>-27,4</i>	1 204 <i>-7,1</i>	1 349 <i>12,0</i>	1 334 <i>-1,1</i>	1 409 <i>5,6</i>	1 466 <i>4,0</i>	1 520 <i>3,7</i>
Commerce de gros	1 850 <i>36,7</i>	1 886 <i>1,9</i>	1 892 <i>0,3</i>	1 944 <i>2,7</i>	1 997 <i>2,7</i>	2 051 <i>2,7</i>	2 210 <i>7,8</i>
Commerce de détail	1 674 <i>8,5</i>	1 757 <i>5,0</i>	1 864 <i>6,1</i>	1 967 <i>5,5</i>	2 010 <i>2,2</i>	2 096 <i>4,3</i>	2 192 <i>4,6</i>

1 La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne, en italique, représente la variation en pourcentage.
2 L'épargne personnelle divisée par le revenu personnel disponible, multiplié par 100.

Indicateurs principaux des comptes économiques, Saskatchewan[1]

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
millions de dollars aux prix courants							
PIB en termes de revenus et de dépenses							
Rémunération des salariés	12 825	13 383	13 965	14 611	15 337	15 980	16 932
	<i>3,2</i>	<i>4,4</i>	<i>4,3</i>	<i>4,6</i>	<i>5,0</i>	<i>4,2</i>	<i>6,0</i>
Bénéfices des sociétés avant impôts	3 929	5 629	4 442	4 817	5 307	6 826	8 170
	<i>11,6</i>	<i>43,3</i>	<i>-21,1</i>	<i>8,4</i>	<i>10,2</i>	<i>28,6</i>	<i>19,7</i>
Intérêts et revenus divers de placements	2 403	2 929	2 560	2 560	2 629	3 050	3 251
	<i>-1,5</i>	<i>21,9</i>	<i>-12,6</i>	<i>0,0</i>	<i>2,7</i>	<i>16,0</i>	<i>6,6</i>
Revenu net des entreprises individuelles	1 775	1 875	1 953	2 000	2 043	2 115	2 224
	<i>1,9</i>	<i>5,6</i>	<i>4,2</i>	<i>2,4</i>	<i>2,2</i>	<i>3,5</i>	<i>5,2</i>
Impôts moins subventions	3 752	3 687	3 740	3 639	3 713	3 955	4 080
	<i>-0,0</i>	<i>-1,7</i>	<i>1,4</i>	<i>-2,7</i>	<i>2,0</i>	<i>6,5</i>	<i>3,2</i>
Revenu personnel disponible	17 517	18 187	18 494	18 959	20 058	21 284	21 821
	<i>4,4</i>	<i>3,8</i>	<i>1,7</i>	<i>2,5</i>	<i>5,8</i>	<i>6,1</i>	<i>2,5</i>
Taux d'épargne personnelle[2]	0,5	-0,9	-2,6	-5,1	-3,9	-1,3	-3,9

millions de dollars enchaînés (1997)							
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	16 581	17 008	17 236	17 715	18 163	18 492	19 090
	<i>2,3</i>	<i>2,6</i>	<i>1,3</i>	<i>2,8</i>	<i>2,5</i>	<i>1,8</i>	<i>3,2</i>
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	6 090	6 166	6 389	6 602	6 737	6 869	7 094
	<i>-0,4</i>	<i>1,2</i>	<i>3,6</i>	<i>3,3</i>	<i>2,0</i>	<i>2,0</i>	<i>3,3</i>
Formation brute de capital fixe	7 034	6 999	6 931	6 555	6 991	7 131	7 439
	<i>1,9</i>	<i>-0,5</i>	<i>-1,0</i>	<i>-5,4</i>	<i>6,7</i>	<i>2,0</i>	<i>4,3</i>
Investissements en stocks	624	358	-584	-144	1 386	1 270	1 910

Exportations de biens et services	20 123	21 420	21 805	21 274	21 464	23 083	23 685
	<i>1,4</i>	<i>6,4</i>	<i>1,8</i>	<i>-2,4</i>	<i>0,9</i>	<i>7,5</i>	<i>2,6</i>
Importations de biens et services	19 966	20 700	20 938	21 187	22 584	23 622	24 902
	<i>4,2</i>	<i>3,7</i>	<i>1,1</i>	<i>1,2</i>	<i>6,6</i>	<i>4,6</i>	<i>5,4</i>
Produit intérieur brut aux prix du marché	30 459	31 252	30 953	30 894	32 073	33 168	34 213
	<i>0,2</i>	<i>2,6</i>	<i>-1,0</i>	<i>-0,2</i>	<i>3,8</i>	<i>3,4</i>	<i>3,2</i>
PIB aux prix de base, par industrie							
Industries productrices de biens	11 276	11 455	10 437	9 945	10 698	11 203	11 594
	<i>-1,5</i>	<i>1,6</i>	<i>-8,9</i>	<i>-4,7</i>	<i>7,6</i>	<i>4,7</i>	<i>3,5</i>
Industries productrices de services	17 097	17 555	18 133	18 753	19 117	19 509	20 136
	<i>2,9</i>	<i>2,7</i>	<i>3,3</i>	<i>3,4</i>	<i>1,9</i>	<i>2,1</i>	<i>3,2</i>
Production industrielle	6 727	6 973	6 961	6 881	7 091	7 349	7 557
	<i>-6,7</i>	<i>3,7</i>	<i>-0,2</i>	<i>-1,1</i>	<i>3,1</i>	<i>3,6</i>	<i>2,8</i>
Fabrication de biens non durables	918	1 128	1 199	1 079	1 096	1 165	1 163
	<i>-11,9</i>	<i>22,9</i>	<i>6,3</i>	<i>-10,0</i>	<i>1,6</i>	<i>6,3</i>	<i>-0,2</i>
Fabrication de biens durables	1 080	1 072	1 014	998	990	1 123	1 246
	<i>10,9</i>	<i>-0,7</i>	<i>-5,4</i>	<i>-1,6</i>	<i>-0,8</i>	<i>13,4</i>	<i>11,0</i>
Fabrication	1 933	2 144	2 166	2 024	2 032	2 227	2 336
	<i>-2,6</i>	<i>10,9</i>	<i>1,0</i>	<i>-6,6</i>	<i>0,4</i>	<i>9,6</i>	<i>4,9</i>
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	3 028	2 991	1 919	1 538	1 916	2 075	2 214
	<i>10,2</i>	<i>-1,2</i>	<i>-35,8</i>	<i>-19,9</i>	<i>24,6</i>	<i>8,3</i>	<i>6,7</i>
Construction	1 561	1 537	1 628	1 588	1 674	1 730	1 776
	<i>-0,1</i>	<i>-1,5</i>	<i>5,9</i>	<i>-2,5</i>	<i>5,4</i>	<i>3,3</i>	<i>2,7</i>
Commerce de gros	1 590	1 645	1 650	1 730	1 791	1 838	1 991
	<i>5,1</i>	<i>3,5</i>	<i>0,3</i>	<i>4,8</i>	<i>3,5</i>	<i>2,6</i>	<i>8,3</i>
Commerce de détail	1 347	1 415	1 479	1 575	1 617	1 669	1 758
	<i>5,9</i>	<i>5,0</i>	<i>4,5</i>	<i>6,5</i>	<i>2,7</i>	<i>3,2</i>	<i>5,3</i>

1 La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne, en italique, représente la variation en pourcentage.
 2 L'épargne personnelle divisée par le revenu personnel disponible, multiplié par 100.

Indicateurs principaux des comptes économiques, Alberta[1]

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
millions de dollars aux prix courants							
PIB en termes de revenus et de dépenses							
Rémunération des salariés	54 628 <i>3,6</i>	60 392 <i>10,6</i>	67 757 <i>12,2</i>	70 625 <i>4,2</i>	73 953 <i>4,7</i>	79 064 <i>6,9</i>	86 725 <i>9,7</i>
Bénéfices des sociétés avant impôts	16 236 <i>39,1</i>	30 206 <i>86,0</i>	28 909 <i>-4,3</i>	23 508 <i>-18,7</i>	34 025 <i>44,7</i>	40 029 <i>17,6</i>	53 083 <i>32,6</i>
Intérêts et revenus divers de placements	8 856 <i>15,1</i>	14 395 <i>62,5</i>	14 294 <i>-0,7</i>	10 845 <i>-24,1</i>	13 698 <i>26,3</i>	15 397 <i>12,4</i>	19 573 <i>27,1</i>
Revenu net des entreprises individuelles	6 672 <i>9,5</i>	7 143 <i>7,1</i>	7 771 <i>8,8</i>	8 473 <i>9,0</i>	8 892 <i>4,9</i>	9 352 <i>5,2</i>	10 018 <i>7,1</i>
Impôts moins subventions	9 619 <i>3,3</i>	10 015 <i>4,1</i>	7 297 <i>-27,1</i>	11 008 <i>50,9</i>	11 244 <i>2,1</i>	11 857 <i>5,5</i>	12 674 <i>6,9</i>
Revenu personnel disponible	61 845 <i>4,7</i>	67 790 <i>9,6</i>	75 535 <i>11,4</i>	78 022 <i>3,3</i>	81 268 <i>4,2</i>	86 410 <i>6,3</i>	93 384 <i>8,1</i>
Taux d'épargne personnelle[2]	3,1 ...	4,5 ...	9,5 ...	6,7 ...	5,1 ...	5,6 ...	5,1 ...
millions de dollars enchaînés (1997)							
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	56 794 <i>3,8</i>	59 659 <i>5,0</i>	61 797 <i>3,6</i>	64 385 <i>4,2</i>	66 793 <i>3,7</i>	70 078 <i>4,9</i>	74 957 <i>7,0</i>
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	17 124 <i>2,4</i>	18 164 <i>6,1</i>	18 899 <i>4,0</i>	19 517 <i>3,3</i>	20 096 <i>3,0</i>	20 710 <i>3,1</i>	21 707 <i>4,8</i>
Formation brute de capital fixe	31 997 <i>-3,7</i>	37 374 <i>16,8</i>	41 083 <i>9,9</i>	40 417 <i>-1,6</i>	42 895 <i>6,1</i>	45 490 <i>6,0</i>	53 220 <i>17,0</i>
Investissements en stocks	560 ...	838 ...	-1 264 ...	-1 214 ...	1 725 ...	1 533 ...	1 606 ...
Exportations de biens et services	68 919 <i>3,0</i>	75 070 <i>8,9</i>	75 371 <i>0,4</i>	76 485 <i>1,5</i>	76 967 <i>0,6</i>	81 617 <i>6,0</i>	81 934 <i>0,4</i>
Importations de biens et services	61 027 <i>3,5</i>	70 013 <i>14,7</i>	72 404 <i>3,4</i>	72 797 <i>0,5</i>	77 293 <i>6,2</i>	83 127 <i>7,5</i>	89 871 <i>8,1</i>
Produit intérieur brut aux prix du marché	114 227 <i>1,4</i>	121 153 <i>6,1</i>	123 250 <i>1,7</i>	126 328 <i>2,5</i>	130 256 <i>3,1</i>	135 837 <i>4,3</i>	141 992 <i>4,5</i>
PIB aux prix de base, par industrie							
Industries productrices de biens	45 674 <i>0,4</i>	48 720 <i>6,7</i>	47 535 <i>-2,4</i>	46 694 <i>-1,8</i>	49 067 <i>5,1</i>	51 464 <i>4,9</i>	53 514 <i>4,0</i>
Industries productrices de services	63 387 <i>3,5</i>	67 374 <i>6,3</i>	71 530 <i>6,2</i>	75 389 <i>5,4</i>	77 073 <i>2,2</i>	80 080 <i>3,9</i>	83 931 <i>4,8</i>
Production industrielle	34 285 <i>-0,2</i>	35 733 <i>4,2</i>	34 370 <i>-3,8</i>	34 054 <i>-0,9</i>	35 453 <i>4,1</i>	36 962 <i>4,3</i>	37 480 <i>1,4</i>
Fabrication de biens non durables	6 017 <i>1,8</i>	6 843 <i>13,7</i>	5 976 <i>-12,7</i>	5 860 <i>-1,9</i>	5 725 <i>-2,3</i>	6 048 <i>5,6</i>	6 127 <i>1,3</i>
Fabrication de biens durables	4 874 <i>-3,7</i>	5 900 <i>21,1</i>	6 085 <i>3,1</i>	5 856 <i>-3,8</i>	6 220 <i>6,2</i>	6 813 <i>9,5</i>	7 879 <i>15,6</i>
Fabrication	10 869 <i>-1,3</i>	12 762 <i>17,4</i>	12 090 <i>-5,3</i>	11 782 <i>-2,5</i>	12 006 <i>1,9</i>	12 924 <i>7,6</i>	14 022 <i>8,5</i>
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	3 514 <i>11,3</i>	3 567 <i>1,5</i>	2 981 <i>-16,4</i>	2 330 <i>-21,8</i>	3 017 <i>29,5</i>	3 356 <i>11,2</i>	3 522 <i>4,9</i>
Construction	7 847 <i>-1,1</i>	9 352 <i>19,2</i>	10 154 <i>8,6</i>	10 145 <i>-0,1</i>	10 371 <i>2,2</i>	10 911 <i>5,2</i>	12 652 <i>16,0</i>
Commerce de gros	5 162 <i>1,3</i>	5 489 <i>6,3</i>	5 727 <i>4,3</i>	6 061 <i>5,8</i>	6 320 <i>4,3</i>	6 790 <i>7,4</i>	7 626 <i>12,3</i>
Commerce de détail	4 920 <i>4,1</i>	5 242 <i>6,5</i>	5 778 <i>10,2</i>	6 292 <i>8,9</i>	6 482 <i>3,0</i>	6 847 <i>5,6</i>	7 489 <i>9,4</i>

1 La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne, en italique, représente la variation en pourcentage.
2 L'épargne personnelle divisée par le revenu personnel disponible, multiplié par 100.

Indicateurs principaux des comptes économiques, Colombie-Britannique[1]

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
millions de dollars aux prix courants							
PIB en termes de revenus et de dépenses							
Rémunération des salariés	64 045 <i>3,4</i>	68 369 <i>6,8</i>	70 044 <i>2,4</i>	72 790 <i>3,9</i>	75 253 <i>3,4</i>	78 768 <i>4,7</i>	83 756 <i>6,3</i>
Bénéfices des sociétés avant impôts	9 309 <i>26,9</i>	11 596 <i>24,6</i>	11 392 <i>-1,8</i>	11 096 <i>-2,6</i>	12 550 <i>13,1</i>	17 438 <i>38,9</i>	20 085 <i>15,2</i>
Intérêts et revenus divers de placements	8 365 <i>0,1</i>	10 184 <i>21,7</i>	8 834 <i>-13,3</i>	9 183 <i>4,0</i>	9 442 <i>2,8</i>	10 149 <i>7,5</i>	10 776 <i>6,2</i>
Revenu net des entreprises individuelles	8 723 <i>5,3</i>	9 078 <i>4,1</i>	9 637 <i>6,2</i>	10 604 <i>10,0</i>	11 302 <i>6,6</i>	12 058 <i>6,7</i>	12 442 <i>3,2</i>
Impôts moins subventions	14 972 <i>3,1</i>	15 608 <i>4,2</i>	15 810 <i>1,3</i>	16 467 <i>4,2</i>	17 552 <i>6,6</i>	18 525 <i>5,5</i>	19 373 <i>4,6</i>
Revenu personnel disponible	77 412 <i>4,1</i>	81 901 <i>5,8</i>	85 332 <i>4,2</i>	88 555 <i>3,8</i>	91 070 <i>2,8</i>	94 724 <i>4,0</i>	99 306 <i>4,8</i>
Taux d'épargne personnelle[2]	-2,0 ...	-1,5 ...	-1,0 ...	-2,9 ...	-4,7 ...	-6,4 ...	-7,3 ...
millions de dollars enchaînés (1997)							
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	75 648 <i>2,8</i>	77 953 <i>3,0</i>	79 626 <i>2,1</i>	82 354 <i>3,4</i>	84 838 <i>3,0</i>	88 317 <i>4,1</i>	92 406 <i>4,6</i>
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	22 761 <i>-0,5</i>	23 701 <i>4,1</i>	24 838 <i>4,8</i>	24 981 <i>0,6</i>	25 357 <i>1,5</i>	25 668 <i>1,2</i>	26 043 <i>1,5</i>
Formation brute de capital fixe	22 898 <i>2,9</i>	23 498 <i>2,6</i>	25 124 <i>6,9</i>	25 454 <i>1,3</i>	27 607 <i>8,5</i>	30 628 <i>10,9</i>	33 150 <i>8,2</i>
Investissements en stocks	662 ...	1 966 ...	-342 ...	414 ...	759 ...	1 011 ...	1 054 ...
Exportations de biens et services	55 575 <i>8,8</i>	60 346 <i>8,6</i>	59 271 <i>-1,8</i>	60 384 <i>1,9</i>	61 823 <i>2,4</i>	65 350 <i>5,7</i>	67 256 <i>2,9</i>
Importations de biens et services	57 889 <i>6,1</i>	62 310 <i>7,6</i>	62 464 <i>0,2</i>	63 159 <i>1,1</i>	66 419 <i>5,2</i>	71 404 <i>7,5</i>	75 660 <i>6,0</i>
Produit intérieur brut aux prix du marché	119 604 <i>3,2</i>	125 145 <i>4,6</i>	125 924 <i>0,6</i>	130 324 <i>3,5</i>	133 888 <i>2,7</i>	139 205 <i>4,0</i>	144 028 <i>3,5</i>
PIB aux prix de base, par industrie							
Industries productrices de biens	28 503 <i>4,8</i>	30 632 <i>7,5</i>	30 038 <i>-1,9</i>	30 510 <i>1,6</i>	31 435 <i>3,0</i>	33 825 <i>7,6</i>	35 135 <i>3,9</i>
Industries productrices de services	80 518 <i>2,4</i>	83 343 <i>3,5</i>	85 131 <i>2,1</i>	88 101 <i>3,5</i>	90 148 <i>2,3</i>	92 832 <i>3,0</i>	96 112 <i>3,5</i>
Production industrielle	18 255 <i>10,0</i>	20 535 <i>12,5</i>	19 605 <i>-4,5</i>	19 824 <i>1,1</i>	19 873 <i>0,2</i>	21 140 <i>6,4</i>	21 924 <i>3,7</i>
Fabrication de biens non durables	4 840 <i>20,1</i>	5 256 <i>8,6</i>	5 360 <i>2,0</i>	5 261 <i>-1,8</i>	5 551 <i>5,5</i>	5 741 <i>3,4</i>	5 954 <i>3,7</i>
Fabrication de biens durables	8 027 <i>11,4</i>	9 908 <i>23,4</i>	8 694 <i>-12,3</i>	8 540 <i>-1,8</i>	8 625 <i>1,0</i>	9 699 <i>12,5</i>	10 116 <i>4,3</i>
Fabrication	12 809 <i>14,1</i>	14 954 <i>16,7</i>	13 634 <i>-8,8</i>	13 491 <i>-1,0</i>	13 858 <i>2,7</i>	15 093 <i>8,9</i>	15 641 <i>3,6</i>
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	4 536 <i>-3,3</i>	4 470 <i>-1,5</i>	4 588 <i>2,6</i>	4 595 <i>0,2</i>	4 633 <i>0,8</i>	5 180 <i>11,8</i>	5 323 <i>2,8</i>
Construction	5 718 <i>-3,6</i>	5 635 <i>-1,5</i>	5 854 <i>3,9</i>	6 045 <i>3,3</i>	6 877 <i>13,8</i>	7 472 <i>8,7</i>	7 848 <i>5,0</i>
Commerce de gros	5 368 <i>0,7</i>	5 539 <i>3,2</i>	5 628 <i>1,6</i>	5 818 <i>3,4</i>	6 134 <i>5,4</i>	6 605 <i>7,7</i>	7 218 <i>9,3</i>
Commerce de détail	6 370 <i>2,1</i>	6 707 <i>5,3</i>	6 968 <i>3,9</i>	7 156 <i>2,7</i>	7 280 <i>1,7</i>	7 631 <i>4,8</i>	7 965 <i>4,4</i>

1 La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne, en italique, représente la variation en pourcentage.
2 L'épargne personnelle divisée par le revenu personnel disponible, multiplié par 100.

Indicateurs principaux des comptes économiques, Yukon[1]

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
millions de dollars aux prix courants							
PIB en termes de revenus et de dépenses							
Rémunération des salariés	630	681	689	726	746	778	838
	<i>3,4</i>	<i>8,1</i>	<i>1,2</i>	<i>5,4</i>	<i>2,8</i>	<i>4,3</i>	<i>7,7</i>
Bénéfices des sociétés avant impôts	37	71	116	78	90	109	126
	<i>-33,9</i>	<i>91,9</i>	<i>63,4</i>	<i>-32,8</i>	<i>15,4</i>	<i>21,1</i>	<i>15,6</i>
Intérêts et revenus divers de placements	56	54	50	48	45	52	60
	<i>0,0</i>	<i>-3,6</i>	<i>-7,4</i>	<i>-4,0</i>	<i>-6,3</i>	<i>15,6</i>	<i>15,4</i>
Revenu net des entreprises individuelles	77	84	88	93	101	109	117
	<i>4,1</i>	<i>9,1</i>	<i>4,8</i>	<i>5,7</i>	<i>8,6</i>	<i>7,9</i>	<i>7,3</i>
Impôts moins subventions	79	82	86	95	100	104	109
	<i>-2,5</i>	<i>3,8</i>	<i>4,9</i>	<i>10,5</i>	<i>5,3</i>	<i>4,0</i>	<i>4,8</i>
Revenu personnel disponible	771	823	853	914	944	986	1 082
	<i>4,3</i>	<i>6,7</i>	<i>3,6</i>	<i>7,2</i>	<i>3,3</i>	<i>4,4</i>	<i>9,7</i>
Taux d'épargne personnelle[2]	18,3	16,2	15,6	17,4	15,7	15,5	18,3

millions de dollars enchaînés (1997)							
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	606	648	666	686	713	739	772
	<i>3,2</i>	<i>6,9</i>	<i>2,8</i>	<i>3,0</i>	<i>3,9</i>	<i>3,6</i>	<i>4,5</i>
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	555	563	540	585	597	604	619
	<i>0,0</i>	<i>1,4</i>	<i>-4,1</i>	<i>8,3</i>	<i>2,1</i>	<i>1,2</i>	<i>2,5</i>
Formation brute de capital fixe	293	255	301	318	372	477	529
	<i>28,5</i>	<i>-13,0</i>	<i>18,0</i>	<i>5,6</i>	<i>17,0</i>	<i>28,2</i>	<i>10,9</i>
Investissements en stocks	-3	13	10	13	-3	-11	1

Exportations de biens et services	361	364	382	346	334	338	325
	<i>-12,2</i>	<i>0,8</i>	<i>4,9</i>	<i>-9,4</i>	<i>-3,5</i>	<i>1,2</i>	<i>-3,8</i>
Importations de biens et services	743	728	732	779	840	927	973
	<i>5,7</i>	<i>-2,0</i>	<i>0,5</i>	<i>6,4</i>	<i>7,8</i>	<i>10,4</i>	<i>5,0</i>
Produit intérieur brut aux prix du marché	1 070	1 112	1 161	1 165	1 165	1 206	1 247
	<i>-2,1</i>	<i>3,9</i>	<i>4,4</i>	<i>0,3</i>	<i>0,0</i>	<i>3,5</i>	<i>3,4</i>
PIB aux prix de base, par industrie							
Industries productrices de biens	155	158	177	165	153	193	207
	<i>-13,9</i>	<i>1,9</i>	<i>12,0</i>	<i>-6,8</i>	<i>-7,3</i>	<i>26,1</i>	<i>7,3</i>
Industries productrices de services	860	901	919	940	953	964	994
	<i>1,8</i>	<i>4,8</i>	<i>2,0</i>	<i>2,3</i>	<i>1,4</i>	<i>1,2</i>	<i>3,1</i>
Production industrielle	79	84	85	80	67	83	76
	<i>-28,8</i>	<i>6,3</i>	<i>1,2</i>	<i>-5,9</i>	<i>-16,3</i>	<i>23,9</i>	<i>-8,4</i>
Fabrication	2	3	3	3	2	3	3
	<i>100,0</i>	<i>50,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>-33,3</i>	<i>50,0</i>	<i>0,0</i>
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	4	4	5	4	4	4	3
	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>25,0</i>	<i>-20,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>-25,0</i>
Construction	71	69	87	81	82	106	127
	<i>9,2</i>	<i>-2,8</i>	<i>26,1</i>	<i>-6,9</i>	<i>1,2</i>	<i>29,3</i>	<i>19,8</i>
Commerce de gros	39	40	39	40	40	40	43
	<i>0,0</i>	<i>2,6</i>	<i>-2,5</i>	<i>2,6</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>7,5</i>
Commerce de détail	58	61	66	69	70	70	73
	<i>1,8</i>	<i>5,2</i>	<i>8,2</i>	<i>4,5</i>	<i>1,4</i>	<i>0,0</i>	<i>4,3</i>

1 La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne, en italique, représente la variation en pourcentage.
 2 L'épargne personnelle divisée par le revenu personnel disponible, multiplié par 100.

Indicateurs principaux des comptes économiques, Territoires du Nord-Ouest[1]

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
millions de dollars aux prix courants							
PIB en termes de revenus et de dépenses							
Rémunération des salariés	1 055	1 124	1 296	1 399	1 452	1 533	1 666
...	...	<i>6,5</i>	<i>15,3</i>	<i>7,9</i>	<i>3,8</i>	<i>5,6</i>	<i>8,7</i>
Bénéfices des sociétés avant impôts	537	568	764	641	1 113	1 429	1 068
...	...	<i>5,8</i>	<i>34,5</i>	<i>-16,1</i>	<i>73,6</i>	<i>28,4</i>	<i>-25,3</i>
Intérêts et revenus divers de placements	84	163	168	209	265	331	378
...	...	<i>94,0</i>	<i>3,1</i>	<i>24,4</i>	<i>26,8</i>	<i>24,9</i>	<i>14,2</i>
Revenu net des entreprises individuelles	120	122	136	146	166	178	188
...	...	<i>1,7</i>	<i>11,5</i>	<i>7,4</i>	<i>13,7</i>	<i>7,2</i>	<i>5,6</i>
Impôts moins subventions	124	138	154	169	176	189	191
...	...	<i>11,3</i>	<i>11,6</i>	<i>9,7</i>	<i>4,1</i>	<i>7,4</i>	<i>1,1</i>
Revenu personnel disponible	1 061	1 133	1 292	1 331	1 373	1 446	1 546
...	...	<i>6,8</i>	<i>14,0</i>	<i>3,0</i>	<i>3,2</i>	<i>5,3</i>	<i>6,9</i>
Taux d'épargne personnelle[2]	16,5	16,2	22,9	20,5	17,5	17,8	18,2
...
millions de dollars enchaînés (1997)							
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	861	900	930	966	1 010	1 047	1 088
...	...	<i>4,5</i>	<i>3,3</i>	<i>3,9</i>	<i>4,6</i>	<i>3,7</i>	<i>3,9</i>
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	932	919	951	982	1 027	1 046	1 052
...	...	<i>-1,4</i>	<i>3,5</i>	<i>3,3</i>	<i>4,6</i>	<i>1,9</i>	<i>0,6</i>
Formation brute de capital fixe	562	824	1 331	1 269	764	1 046	1 260
...	...	<i>46,6</i>	<i>61,5</i>	<i>-4,7</i>	<i>-39,8</i>	<i>36,9</i>	<i>20,5</i>
Investissements en stocks	55	37	5	7	19	-39	20
...
Exportations de biens et services	1 203	1 471	1 757	1 990	2 866	3 062	2 929
...	...	<i>22,3</i>	<i>19,4</i>	<i>13,3</i>	<i>44,0</i>	<i>6,8</i>	<i>-4,3</i>
Importations de biens et services	1 333	1 714	2 015	2 043	1 923	2 196	2 371
...	...	<i>28,6</i>	<i>17,6</i>	<i>1,4</i>	<i>-5,9</i>	<i>14,2</i>	<i>8,0</i>
Produit intérieur brut aux prix du marché	2 267	2 412	2 924	3 123	3 649	3 838	3 876
...	...	<i>6,4</i>	<i>21,2</i>	<i>6,8</i>	<i>16,8</i>	<i>5,2</i>	<i>1,0</i>
PIB aux prix de base, par industrie							
Industries productrices de biens	842	925	1 464	1 654	2 221	2 437	2 413
...	...	<i>9,9</i>	<i>58,3</i>	<i>13,0</i>	<i>34,3</i>	<i>9,7</i>	<i>-1,0</i>
Industries productrices de services	1 281	1 301	1 357	1 434	1 460	1 479	1 515
...	...	<i>1,6</i>	<i>4,3</i>	<i>5,7</i>	<i>1,8</i>	<i>1,3</i>	<i>2,4</i>
Production industrielle	638	634	980	1 250	1 956	2 090	1 993
...	...	<i>-0,6</i>	<i>54,6</i>	<i>27,6</i>	<i>56,5</i>	<i>6,9</i>	<i>-4,6</i>
Fabrication de biens non durables	4	5	12	13	8	6	12
...	...	<i>25,0</i>	<i>140,0</i>	<i>8,3</i>	<i>-38,5</i>	<i>-25,0</i>	<i>100,0</i>
Fabrication de biens durables	1	3	7	14	9	10	10
...	...	<i>200,0</i>	<i>133,3</i>	<i>100,0</i>	<i>-35,7</i>	<i>11,1</i>	<i>0,0</i>
Fabrication	3	4	9	13	8	8	10
...	...	<i>33,3</i>	<i>125,0</i>	<i>44,4</i>	<i>-38,5</i>	<i>0,0</i>	<i>25,0</i>
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	17	15	16	17	17	18	18
...	...	<i>-11,8</i>	<i>6,7</i>	<i>6,3</i>	<i>0,0</i>	<i>5,9</i>	<i>0,0</i>
Construction	194	275	460	378	250	323	392
...	...	<i>41,8</i>	<i>67,3</i>	<i>-17,8</i>	<i>-33,9</i>	<i>29,2</i>	<i>21,4</i>
Commerce de gros	47	49	48	52	45	44	47
...	...	<i>4,3</i>	<i>-2,0</i>	<i>8,3</i>	<i>-13,5</i>	<i>-2,2</i>	<i>6,8</i>
Commerce de détail	51	54	54	59	61	63	67
...	...	<i>5,9</i>	<i>0,0</i>	<i>9,3</i>	<i>3,4</i>	<i>3,3</i>	<i>6,3</i>

1 La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne, en italique, représente la variation en pourcentage.
 2 L'épargne personnelle divisée par le revenu personnel disponible, multiplié par 100.

Indicateurs principaux des comptes économiques, Nunavut[1]

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
millions de dollars aux prix courants							
PIB en termes de revenus et de dépenses							
Rémunération des salariés	431	480	557	627	657	688	727
...	...	<i>11,4</i>	<i>16,0</i>	<i>12,6</i>	<i>4,8</i>	<i>4,7</i>	<i>5,7</i>
Bénéfices des sociétés avant impôts	94	110	64	59	60	66	52
...	...	<i>17,0</i>	<i>-41,8</i>	<i>-7,8</i>	<i>1,7</i>	<i>10,0</i>	<i>-21,2</i>
Intérêts et revenus divers de placements	24	25	24	22	30	34	35
...	...	<i>4,2</i>	<i>-4,0</i>	<i>-8,3</i>	<i>36,4</i>	<i>13,3</i>	<i>2,9</i>
Revenu net des entreprises individuelles	50	56	62	67	72	76	81
...	...	<i>12,0</i>	<i>10,7</i>	<i>8,1</i>	<i>7,5</i>	<i>5,6</i>	<i>6,6</i>
Impôts moins subventions	36	38	45	44	39	45	48
...	...	<i>5,6</i>	<i>18,4</i>	<i>-2,2</i>	<i>-11,4</i>	<i>15,4</i>	<i>6,7</i>
Revenu personnel disponible	616	656	697	766	789	829	896
...	...	<i>6,5</i>	<i>6,3</i>	<i>9,9</i>	<i>3,0</i>	<i>5,1</i>	<i>8,1</i>
Taux d'épargne personnelle[2]	44,6	44,4	43,5	44,6	42,1	42,2	43,6
...
millions de dollars enchaînés (1997)							
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	331	348	370	391	411	425	441
...	...	<i>5,1</i>	<i>6,3</i>	<i>5,7</i>	<i>5,1</i>	<i>3,4</i>	<i>3,8</i>
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	622	647	697	723	745	761	771
...	...	<i>4,0</i>	<i>7,7</i>	<i>3,7</i>	<i>3,0</i>	<i>2,1</i>	<i>1,3</i>
Formation brute de capital fixe	255	232	257	250	346	388	388
...	...	<i>-9,0</i>	<i>10,8</i>	<i>-2,7</i>	<i>38,4</i>	<i>12,1</i>	<i>0,0</i>
Investissements en stocks	4	15	16	-24	18	8	5
...
Exportations de biens et services	256	315	308	296	135	141	121
...	...	<i>23,0</i>	<i>-2,2</i>	<i>-3,9</i>	<i>-54,4</i>	<i>4,4</i>	<i>-14,2</i>
Importations de biens et services	723	751	797	735	810	868	878
...	...	<i>3,9</i>	<i>6,1</i>	<i>-7,8</i>	<i>10,2</i>	<i>7,2</i>	<i>1,2</i>
Produit intérieur brut aux prix du marché	739	800	847	901	858	862	858
...	...	<i>8,3</i>	<i>5,9</i>	<i>6,4</i>	<i>-4,8</i>	<i>0,5</i>	<i>-0,5</i>
PIB aux prix de base, par industrie							
Industries productrices de biens	226	255	247	237	174	174	149
...	...	<i>12,8</i>	<i>-3,1</i>	<i>-4,0</i>	<i>-26,6</i>	<i>0,0</i>	<i>-14,4</i>
Industries productrices de services	508	556	605	654	662	669	687
...	...	<i>9,4</i>	<i>8,8</i>	<i>8,1</i>	<i>1,2</i>	<i>1,1</i>	<i>2,7</i>
Production industrielle	144	179	166	121	48	47	28
...	...	<i>24,3</i>	<i>-7,3</i>	<i>-27,1</i>	<i>-60,3</i>	<i>-2,1</i>	<i>-40,4</i>
Fabrication	1	2	2	2	2	1	1
...	...	<i>100,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>-50,0</i>	<i>0,0</i>
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	0	1	1	1	1	1	1
...	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>
Construction	82	76	81	131	138	139	129
...	...	<i>-7,3</i>	<i>6,6</i>	<i>61,7</i>	<i>5,3</i>	<i>0,7</i>	<i>-7,2</i>
Commerce de gros	3	3	3	3	3	3	3
...	...	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>
Commerce de détail	26	28	28	31	31	31	33
...	...	<i>7,7</i>	<i>0,0</i>	<i>10,7</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>6,5</i>

1 La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne, en italique, représente la variation en pourcentage.
 2 L'épargne personnelle divisée par le revenu personnel disponible, multiplié par 100.

À propos de cette publication

Dans cette publication, on donne un aperçu des événements économiques récentes dans les provinces et territoires. Cet aperçu couvre plusieurs grands thèmes : 1) le produit intérieur brut (PIB) en termes de revenus et de dépenses; 2) le PIB par industrie, 3) la productivité du travail et d'autres variables connexes.

On examine également les tendances des principaux agrégats du PIB en termes de revenus et de dépenses ainsi que les prix et le financement de l'activité économique selon le secteur institutionnel. En outre, on analyse le PIB par industrie. Les mesures de la productivité devraient servir à l'analyse de la relation à court terme entre les variations dans la production, l'emploi, la rémunération et le nombre d'heures travaillées. Cet aperçu comporte également des graphiques et plusieurs tableaux statistiques détaillés. Certains numéros comprennent des articles plus techniques expliquant les méthodes des comptes nationaux ou analysant un aspect particulier de l'économie.

Cette publication renferme les analyses détaillées, les graphiques et les tableaux statistiques qui, avant la parution du premier numéro, étaient diffusés dans *Le Quotidien*, produit no 11-001-XIF au catalogue de Statistique Canada, sous le rubrique Comptes économiques provinciaux et PIB provincial par industrie.

Politique de révision

PIB en termes de revenus et de dépenses; PIB par industrie:

Les estimations préliminaires sont publiées au printemps suivant l'année de référence et révisées à l'automne de la même année. Lors de la diffusion automnale, des révisions sont aussi apportées aux estimations des trois années antérieures. Normalement, les estimations ne sont plus révisées après cela, sauf quand une révision historique est réalisée, habituellement une fois tous les dix ans. Des révisions statistiques sont faites afin d'intégrer l'information la plus récente tirée des enquêtes, des statistiques sur l'impôt, des comptes publics, des recensements, etc., ainsi que du processus annuel d'étalonnage d'après les comptes d'entrées-sorties.

Productivité du travail, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'oeuvre:

Généralement, les dates de diffusion et les révisions des statistiques du travail sont synchronisées avec les autres composantes des Comptes économiques provinciaux.

Révisions dans cette édition

PIB en termes de revenus et de dépenses; PIB par industrie:

Cette diffusion inclue les estimations préliminaires pour 2005, sans aucune révision aux données des années précédentes. De plus, les estimations détaillées sur les administrations publiques ne sont pas mises à jour dans la présente publication. Les estimations de l'année 2004 seront incluses dans la publication automnale.

Productivité du travail, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'oeuvre:

Les comptes des statistiques sur le travail seront diffusées à une date ultérieure..

À propos de : *Comptes économiques provinciaux*

Les comptes économiques provinciaux et territoriaux comprennent des estimations du produit intérieur brut (PIB) en termes de revenus et de dépenses, du PIB réel, des contributions à la variation en pourcentage du PIB réel, des indices implicites de prix, de la provenance et l'emploi du revenu personnel et des tableaux de données détaillés sur les administrations publiques. Les tableaux détaillés sur les administrations publiques comprennent des données sur le revenu et les dépenses, fondées sur les comptes publics.

Des résumés par sous-secteur de l'administration publique (fédérale, provinciale, locale, RPC et RRQ) sont fournis aux tableaux 6 à 10. Les détails sur les revenus sont présentés aux tableaux 11 à 13. Le tableau 11 présente des données désagrégées sur les impôts directs, les cotisations aux régimes d'assurance sociale et les paiements de transfert effectués par des personnes aux administrations publiques. Le tableau 12 comprend les composantes des impôts sur la production et sur les produits, et le tableau 13, une liste des sources de revenus de placements des administrations publiques. Du côté des dépenses, les principaux transferts aux personnes sont présentés au tableau 14 tandis que les subventions et les transferts de capital au secteur des particuliers et au secteur des entreprises figurent au tableau 15. Enfin, le tableau 16 comprend une liste des transferts les plus importants entre les différents paliers de gouvernement.

Tableaux : *Comptes économiques provinciaux*

Tableau 01	Produit intérieur brut, en termes de revenus
Tableau 02	Produit intérieur brut, en termes de dépenses
Tableau 03	Produit intérieur brut réel, dollars enchaînés (1997)
Tableau 04	Contribution à la variation en pourcentage, Produit intérieur brut réel
Tableau 05	Indices implicites de prix, produit intérieur brut réel
Tableau 06	Recettes et dépenses du secteur des administrations publiques
Tableau 07	Recettes et dépenses de l'administration fédérale
Tableau 08	Recettes et dépenses des administrations provinciales
Tableau 09	Recettes et dépenses des administrations locales
Tableau 10	Recettes et dépenses du Régime de pensions du Canada et du Régime de rentes du Québec
Tableau 11	Impôts directs - Particuliers, cotisations aux régimes d'assurance sociale et autres transferts aux administrations publiques
Tableau 12	Impôts sur production et importations
Tableau 13	Revenus de placements des administrations publiques
Tableau 14	Transferts des administrations publiques aux particuliers
Tableau 15	Subventions et transferts de capitaux des administrations publiques
Tableau 16	Transferts entre administrations publiques
Tableau 17	Provenance et emploi du revenu personnel
Tableau 18	Certains indicateurs économiques